

**INSTITUT DE FORMATION  
POUR L'AFRIQUE**



---

**RAPPORT  
ANNUEL  
2024**

---

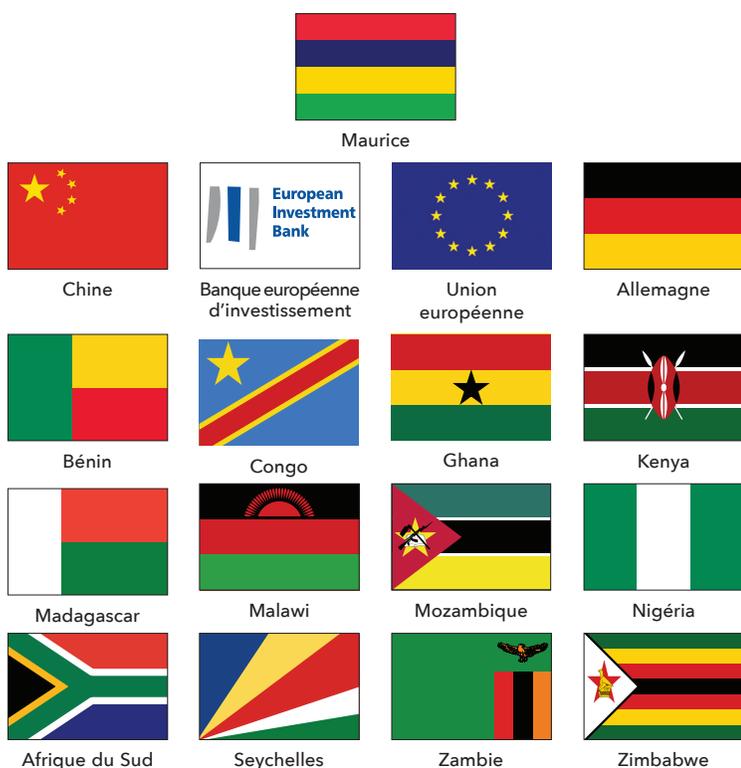


**FONDS MONÉTAIRE  
INTERNATIONAL**

## Contributeurs – PHASE I



## Contributeurs – PHASE II



L'IFA tient également à remercier ceux de ses pays membres qui se sont engagés à contribuer financièrement à la phase II de ses activités : l'Angola, la Guinée, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo.

## L'Institut de formation pour l'Afrique dessert 45 pays :

Afrique du Sud	Guinée	République centrafricaine
Angola	Guinée-Bissau	République du Congo
Botswana	Guinée équatoriale	République démocratique du Congo
Burkina Faso	Kenya	Sao Tomé-et-Principe
Burundi	Lesotho	Seychelles
Bénin	Libéria	Sierra Leone
Cabo Verde	Madagascar	Soudan du Sud
Cameroun	Malawi	Sénégal
Comores	Mali	Tanzanie
Côte d'Ivoire	Maurice	Tchad
Érythrée	Mozambique	Togo
Eswatini	Namibie	Zambie
Éthiopie	Niger	Zimbabwe
Gabon	Nigéria	
Gambie	Ouganda	
Ghana	Rwanda	

**INSTITUT DE FORMATION  
POUR L'AFRIQUE (IFA)**



---

**RAPPORT  
ANNUEL  
2024**

---



---

**FONDS MONÉTAIRE  
INTERNATIONAL**

# MESSAGE DU DIRECTEUR



**Sukhwinder Singh**  
Directeur

**Au cours de la décennie qui s'est écoulée depuis son ouverture en 2013, l'Institut de formation pour l'Afrique (IFA) a rapidement développé ses activités de formation afin d'en faire bénéficier l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne.** Plus de 8 000 fonctionnaires ont suivi l'une ou l'autre des plus de 260 formations dispensées par l'IFA dans des domaines essentiels de la politique macroéconomique et financière. Au cours des dix dernières années, l'IFA n'a jamais cessé d'adapter son offre aux besoins des pays de la région, notamment lors de la pandémie de COVID-19, période au cours de laquelle les formations à distance ont rapidement remplacé les enseignements en personne et se sont multipliées pour répondre aux besoins urgents rencontrés par les décideurs de toute l'Afrique subsaharienne pendant cette période de crise. L'IFA s'est efforcé de dispenser ses formations dans les trois principales langues officielles du continent, d'assurer une présence féminine de plus en plus marquée parmi les fonctionnaires assistant aux formations, et de veiller à ce que celles-ci bénéficient en priorité aux pays fragiles ou en conflit. L'ensemble de ces démarches ont été reconnues à juste titre lors d'une conférence de haut niveau organisée

à l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire de l'IFA, en janvier 2024, ainsi que lors d'une réunion de milieu d'année du comité d'orientation en avril 2024, au cours desquelles les priorités en matière de développement des capacités pour la phase III de l'IFA (exercices 2025-29) ont également été examinées.

## **L'exercice 2024 s'est inscrit dans un contexte macroéconomique très difficile, marqué par une série de chocs.**

La pandémie de COVID-19, puis la guerre menée par la Russie en Ukraine et les chocs sur les prix de l'énergie et des denrées alimentaires qui s'en sont suivis, ainsi que le durcissement des conditions de financement, ont entraîné une inflation supérieure à 10 %, des niveaux d'endettement élevés et en forte hausse, l'érosion de l'espace budgétaire et d'importantes dépréciations des taux de change dans de nombreux pays, auxquels se sont ajoutés des chocs climatiques plus fréquents et plus onéreux. Ces difficultés ont causé une augmentation de la pauvreté et un creusement des inégalités, précisément au moment où s'est déclarée une grande pénurie de financements marquée par un déclin constant des flux d'aide au développement, des marchés internationaux de capitaux devenus inaccessibles à de nombreux pays, et une nette augmentation des écarts de taux. Assurer une croissance plus forte et plus inclusive et renforcer la résilience demeurent les objectifs primordiaux des décideurs publics. Sur le plan macroéconomique, face au resserrement drastique des conditions de financement et de la marge de manœuvre des pouvoirs publics, il est essentiel de rééquilibrer les comptes publics, de réduire les risques liés à l'endettement, de renforcer la gestion des finances publiques (GFP), de juguler l'inflation et de bien gérer l'endettement et les taux de change, autant de domaines relevant des activités de développement des capacités menées par l'IFA. Ces actions prioritaires doivent s'appuyer sur un ensemble de réformes structurelles portant

sur les marchés des biens et du travail, ainsi que dans les domaines de la santé et de l'éducation, afin de tirer parti du dividende démographique de la région ; des réformes s'imposent également dans d'autres domaines relevant des activités de développement des capacités menées par l'IFA, comme la bonne gouvernance, l'intégration régionale, le numérique, la maîtrise des risques climatiques et l'accroissement de la participation des femmes à la vie économique.

**Au cours de l'exercice 2024, l'IFA a dispensé un large éventail de formations – à la fois sous la forme de cours et de webinaires au format plus restreint – pour répondre aux besoins prioritaires de ses pays membres.**

De très nombreuses formations ont porté sur le redressement de l'économie au lendemain d'une crise. Pour tirer le meilleur parti des moyens à sa disposition, l'IFA a eu recours à divers modes de prestation, en forgeant des partenariats avec plusieurs partenaires pour le développement, anciens et nouveaux, et en mettant à contribution les ressources fournies par différents véhicules de financement du FMI consacrés aux activités de développement des capacités et par ses centres régionaux de développement des capacités. Les questions liées au climat et au numérique se sont vu consacrer un nombre croissant d'activités de formation (GFP et FINTECH). En outre, l'IFA a étroitement coopéré avec des évaluateurs extérieurs pour trouver les moyens d'accroître encore la portée de ses activités.

**À l'heure où l'IFA a entamé le dernier exercice (2024) de sa phase II, il doit relever plusieurs défis liés à l'intérêt élevé et croissant que suscitent ses services.** Une nouvelle contribution financière d'ampleur de l'Union européenne (UE) a

permis à l'IFA de conserver son programme de travail pour l'exercice 2024 ; cependant, des soutiens supplémentaires seront indispensables pour assurer la viabilité financière de sa phase III. Le budget estimé pour la phase III s'élève à 38,9 millions de dollars de financement extérieur, or le besoin de financement non couvert se monte actuellement à 17,7 millions de dollars, soit 45 % du budget pour cette phase. Il existe un risque important que le volume des activités soit fortement réduit, alors même que celles-ci présentent un excellent « retour sur investissement » en matière de développement du capital humain et institutionnel. Au vu de l'incertitude des perspectives de financement, le programme de travail pour l'exercice 2025 a déjà été légèrement revu à la baisse ; l'IFA doit en effet se livrer à un véritable exercice d'équilibriste, dans la mesure où ses pays membres expriment un intérêt croissant pour ses activités (notamment dans les domaines comme le changement climatique) alors même que ses ressources financières sont sous contrainte. Il est urgent que l'ensemble des parties prenantes coopèrent avec le FMI pour assurer que l'IFA dispose des moyens suffisants pour financer ses activités de formation et d'assistance technique dans toute l'Afrique subsaharienne, dans la mesure où celles-ci représentent un complément essentiel aux activités de conseil, de surveillance et de prêt du FMI. Pour être à même de satisfaire une demande croissante, l'IFA a également besoin de financer la modernisation de ses locaux, notamment par le biais de solutions technologiques. Ces questions étaient à l'ordre du jour de la conférence de haut niveau qui s'est tenue à l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire de l'IFA, et des réunions annuelle et de milieu d'année du comité d'orientation.

# SIGLES ET ABRÉVIATIONS

<b>AFC</b>	AFRITAC Centre	<b>CRAT</b>	Centre régional d'assistance technique
<b>AFE</b>	AFRITAC Est	<b>CVD-PFR</b>	Cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu
<b>AFR</b>	Département Afrique du FMI	<b>EGIP-C</b>	Évaluation de la gestion des investissements publics pour le climat
<b>AFRITAC</b>	Centre régional d'assistance technique en Afrique	<b>FAD</b>	Département des finances publiques du FMI
<b>AFS</b>	AFRITAC Sud	<b>FIN</b>	Département financier du FMI
<b>AFW2</b>	AFRITAC Ouest 2	<b>FMI</b>	Fonds monétaire international
<b>AFW</b>	AFRITAC Ouest	<b>GFP</b>	Gestion des finances publiques
<b>BAfD</b>	Banque africaine de développement	<b>GIZ</b>	Agence de coopération internationale allemande pour le développement
<b>CEF</b>	Centre d'études économiques et financières du FMI au Moyen-Orient	<b>ICD</b>	Institut du FMI pour le développement des capacités
<b>CNT</b>	Comptes nationaux trimestriels		
<b>CO</b>	Comité d'orientation		

<b>IFA</b>	Institut de formation pour l'Afrique	<b>PFR</b>	Pays à faible revenu
<b>JICA</b>	Agence japonaise de coopération internationale	<b>RES</b>	Département des études du FMI
<b>LCB/FT</b>	Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme	<b>SADC</b>	Communauté de développement de l'Afrique australe
<b>LEG</b>	Département juridique du FMI	<b>SARB</b>	Banque centrale sud-africaine
<b>MCM</b>	Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI	<b>SARTTAC</b>	Centre de formation et d'assistance technique en Asie du Sud
<b>METAC</b>	Centre régional d'assistance technique du Moyen-Orient	<b>SPR</b>	Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies	<b>STA</b>	Département des statistiques du FMI
<b>PEM</b>	<i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	<b>TADAT</b>	Outil diagnostique d'évaluation de l'administration fiscale
<b>PER</b>	<i>Perspectives économiques régionales</i>	<b>UE</b>	Union européenne

# TABLE DES MATIÈRES

ii

Message du directeur

iv

Sigles et abréviations

1

## SECTION I

Activités au cours  
de l'exercice 2024

- 10 **A** Vue d'ensemble des cours dispensés dans la région au cours de l'exercice 2024
- 21 **B** Conférences, séminaires en ligne, activités entre pairs et activités de sensibilisation
- 28 **C** Priorités stratégiques du FMI, synergies formation-assistance technique et développement des capacités en lien avec la surveillance et les programmes du FMI
- 33 **D** Formations dispensées en collaboration avec le siège du FMI et des CRAT
- 35 **E** Activités de collecte de fonds au cours de l'exercice 2024

37

## SECTION II

Programme pour  
l'exercice 2025

- 42 **A** Formations
- 47 **B** Séminaires en ligne et apprentissage par les pairs
- 50 **C** Collaboration avec les AFRITAC et d'autres partenaires de formation

53

## SECTION III

Collecte de fonds et budget

61

## APPENDICES

- 62 **Appendice I.**  
Personnel de l'IFA
- 63 **Appendice II.**  
Tableau de progression :  
programme des formations ICD

## GRAPHIQUES

- 3 **Graphique 1.**  
Nombre de cours dispensés par l'IFA
- 3 **Graphique 2.**  
Demande et offre de formations de l'IFA
- 4 **Graphique 3.**  
Nombre moyen de candidats et de participants aux cours de l'IFA
- 4 **Graphique 4.**  
Cours dispensés par l'IFA classés par thème
- 8 **Graphique 5(a).**  
Participation des femmes aux cours de l'IFA
- 8 **Graphique 5(b).**  
Répartition des participants par langue
- 9 **Graphique 5(c).**  
Participants aux cours de l'IFA issus de pays fragiles ou en conflit
- 9 **Graphique 5(d).**  
Répartition des participants par administration d'origine
- 18 **Graphique 6.**  
Cours par axe de travail et par département
- 18 **Graphique 7.**  
Indicateurs de performance des formations de l'IFA, exercices 2015-24
- 43 **Graphique 8.**  
Ratio candidats/participants aux cours de l'IFA, exercices 2023-24

## TABLEAUX

- 10 **Tableau 1 du texte.**  
Cours de l'exercice 2024, classés par département du FMI
- 11 **Tableau 2 du texte.**  
Cours ICD dispensés par l'IFA
- 24 **Tableau 3 du texte.**  
Événements hors cours organisés par l'IFA durant les exercices 2022-24
- 42 **Tableau 4 du texte.**  
Cours dispensés à l'IFA durant les exercices 2022-25
- 47 **Tableau 5 du texte.**  
Événements hors cours organisés par l'IFA durant les exercices 2022-25
- 16 **Tableau 1.**  
IFA - Cours dispensés durant l'exercice 2024
- 19 **Tableau 2.**  
IFA - cours dispensés durant l'exercice 2024 : participants par pays et par sexe
- 25 **Tableau 3.**  
Événements hors cours organisés par l'IFA durant l'exercice 2024
- 29 **Tableau 4.**  
Cours portant sur des priorités stratégiques du FMI dispensés par l'IFA
- 34 **Tableau 5.**  
Formations organisées avec des CRAT et le siège du FMI
- 45 **Tableau 6.**  
IFA - Programme des cours envisagés pour l'exercice 2025
- 48 **Tableau 7.**  
Événements hors cours organisés par l'IFA durant l'exercice 2025

- 51 **Tableau 8.**  
Utilisation des locaux de l'IFA par partenaire, exercice 2025
- 55 **Tableau 9.**  
Contributions financières à la phase II de l'IFA, au 30 avril 2024
- 56 **Tableau 10.**  
Contributions financières à la phase III de l'IFA, au 30 avril 2024
- 57 **Tableau 11.**  
Projections budgétaires de l'IFA au 30 avril 2024

## ENCADRÉS

- 7 **Encadré 1.**  
Bénéficiaires des formations de l'IFA : vue d'ensemble sur 10 ans
- 22 **Encadré 2.**  
L'Institut de formation pour l'Afrique célèbre ses dix ans d'existence
- 40 **Encadré 3.**  
Examen de la stratégie en matière de développement des capacités



SECTION I

# ACTIVITÉS AU COURS DE L'EXERCICE 2024<sup>1</sup>

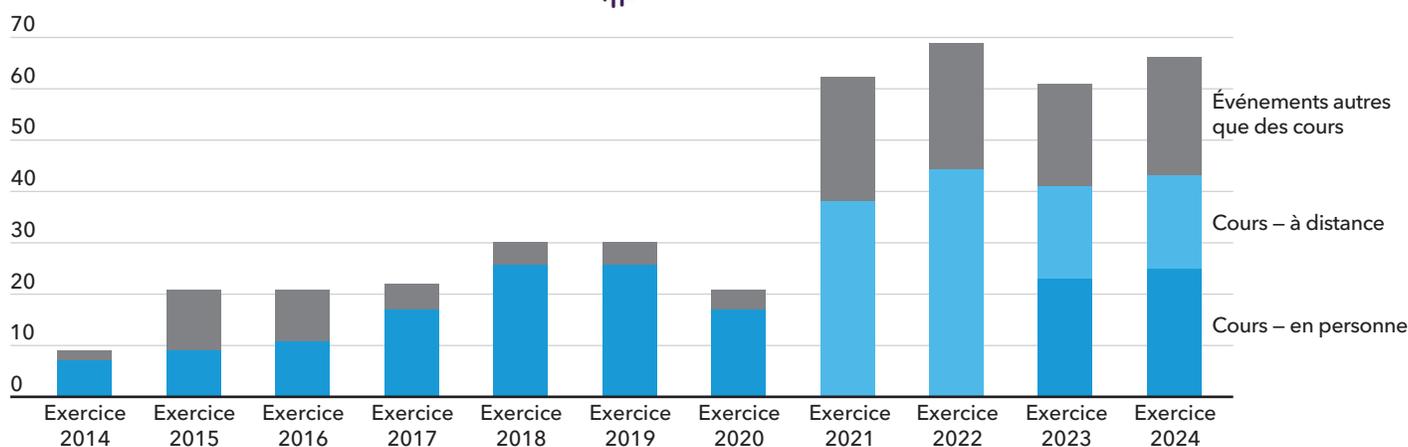
<sup>1</sup> Période comprise entre le 1<sup>er</sup> mai 2023 et le 30 avril 2024

# ACTIVITÉS AU COURS DE L'EXERCICE 2024

**L'exercice 2024 a été une année charnière pour l'Institut de formation pour l'Afrique, marquant à la fois la fin de sa phase II (exercices 2020-24) et sa 10<sup>e</sup> année d'activité.** L'IFA a considérablement étendu ses activités et son retentissement ces dix dernières années, et plus de 8 000 fonctionnaires originaires de l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne ont bénéficié de ses formations.

En 2013, année de sa création, l'IFA a formé 200 fonctionnaires, tandis que désormais il en forme plus de 1 300 chaque année. Plus de 260 cours y ont été dispensés au cours de cette première décennie d'existence, et l'on note un essor considérable des activités à partir de l'exercice 2021. De 11 cours par an en moyenne, l'offre de formation de l'IFA est passée à 35-40 cours et 25 événements

d'une autre nature chaque année ; cette augmentation s'inscrit dans une évolution commune à l'ensemble des départements prestataires d'activités de développement de capacités au sein du FMI (voir l'infographie ci-dessous). Les cours portent sur les principaux domaines de compétence du FMI tels que l'analyse macroéconomique, les politiques budgétaire et monétaire, l'intégration économique et les



 L'IFA dessert 45 pays membres en Afrique subsaharienne



Plus de 8 000 fonctionnaires formés et plus de 260 cours



Environ 35-40 cours et 1 300 participants chaque année



En moyenne 5 candidatures pour 1 participant retenu



En moyenne 300 participants à chacun des 140 événements organisés

questions relatives au secteur financier, mais également sur des thèmes plus spécialisés, comme la restructuration et la résolution bancaires, les statistiques macroéconomiques, les questions budgétaires et juridiques, ainsi que sur des sujets qui revêtent pour les pouvoirs publics une importance stratégique sur le plan macroéconomique, tels que le changement climatique, le numérique, l'égalité des sexes et la gouvernance.

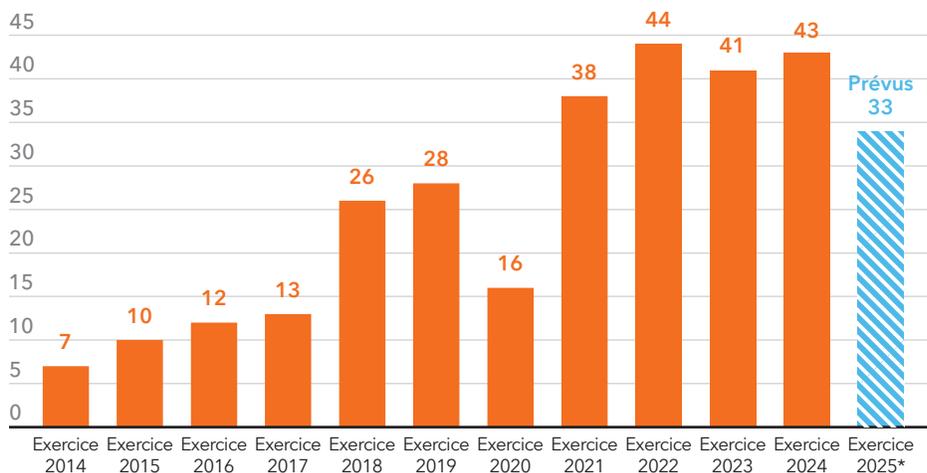
**La conférence qui s'est tenue à Ébène, sur l'île Maurice, à l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire de l'IFA, a permis de rappeler les résultats atteints tout en soulignant les difficultés à venir.**

L'événement a rassemblé de hauts fonctionnaires venus de nombreux pays parmi les 45 qui sont membres de l'IFA, des universitaires, des représentants de partenaires pour le développement, ainsi que de hauts responsables du FMI. Ils se sont penchés sur les principales difficultés pour les décideurs publics, les objectifs de renforcement des institutions et les besoins de développement du capital humain qui doivent revêtir un caractère prioritaire dans les activités de l'IFA. Le compte-rendu de cette conférence viendra alimenter la stratégie de l'IFA pour sa phase III (exercices 2025-29). Cet événement a également été l'occasion pour l'IFA de solliciter des soutiens financiers, à l'heure où les ressources à sa disposition ne lui permettent pas de satisfaire une demande en constante augmentation (voir encadré 2).

**Au cours de l'exercice 2024, l'offre de formation de l'IFA a continué d'attirer un grand nombre de candidats, bien au-delà des capacités dont il dispose.**

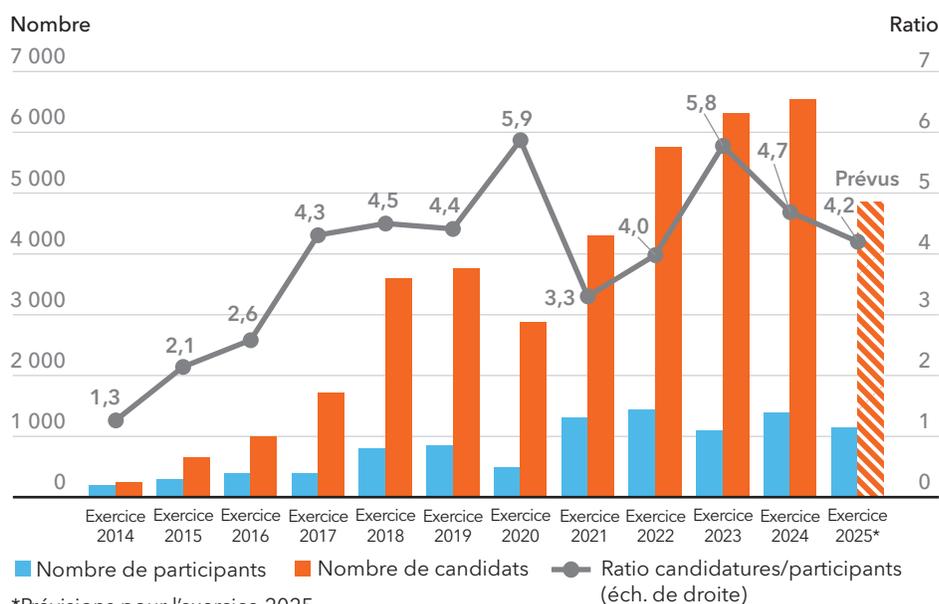
Le nombre de cours dispensés (43) et de participants (1 935) sont parmi les plus élevés de son histoire. Le nombre de candidatures au cours de l'exercice s'est élevé à 6 541 (voir graphiques 1 à 3) Le ratio des candidats aux participants est resté élevé (4,7), à peine inférieur à son niveau de l'exercice 2023, la première

**GRAPHIQUE 1. NOMBRE DE COURS DISPENSÉS PAR L'IFA**



Source : services de l'IFA.

**GRAPHIQUE 2. DEMANDE ET OFFRE DE FORMATIONS DE L'IFA**



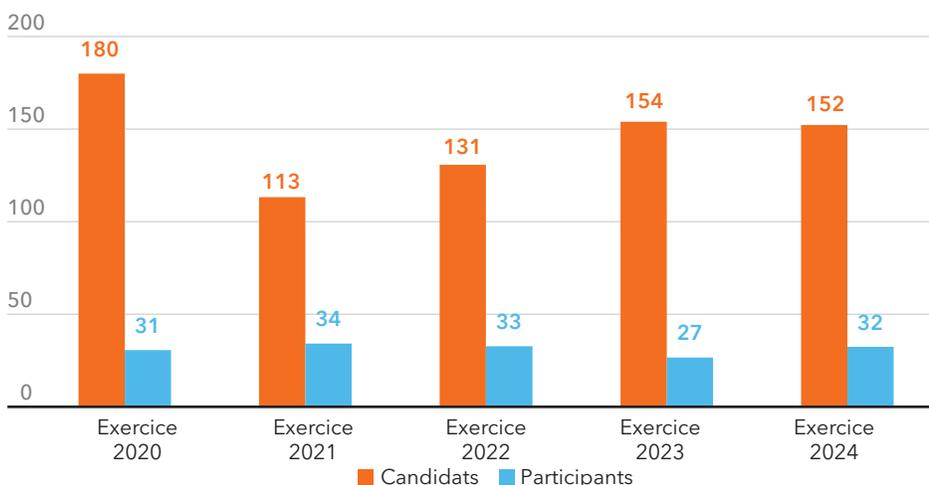
\*Prévisions pour l'exercice 2025

Source : services de l'IFA.

année où les cours ont repris intégralement en personne depuis la pandémie. Les ratios candidats/participants étaient nettement plus élevés dans le cas de cours dispensés en personne, ce qui témoigne de la préférence des candidats pour cette modalité de prestation. S'il est certain qu'une part de la demande de cours de l'IFA n'est pas satisfaite, il convient d'interpréter les ratios candidats/participants avec prudence, dans la mesure où les candidatures ne sont soumises à aucune restriction.

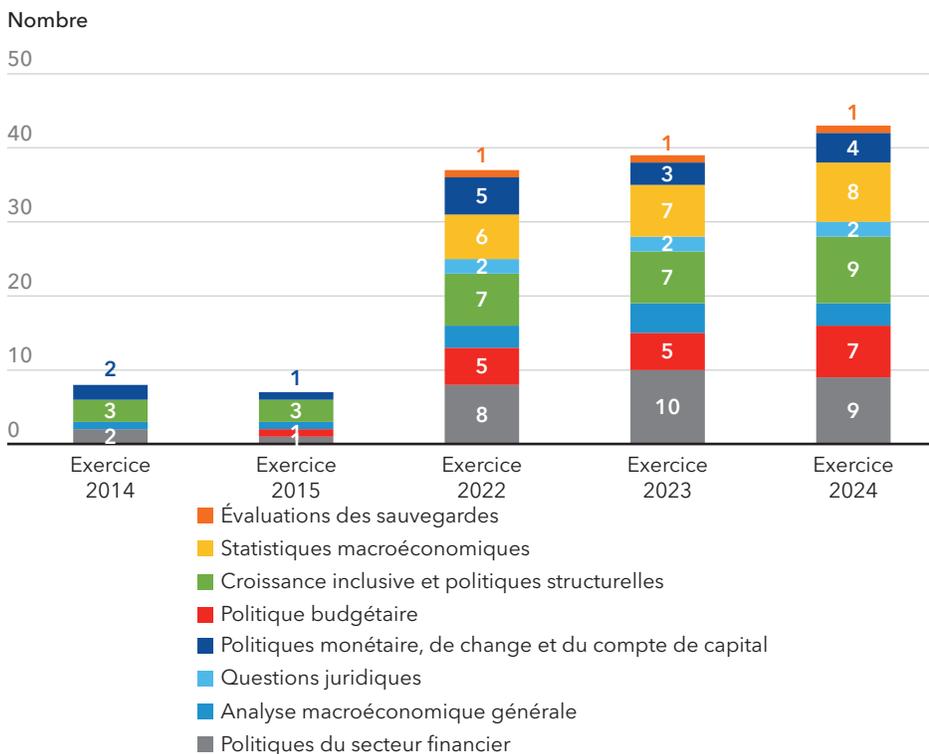
**Pour satisfaire autant que possible la demande, l'IFA a associé plusieurs modes de prestation : en personne, à distance et hybride.** De cette manière, l'IFA a tiré le meilleur parti possible de ses ressources limitées, conformément aux préconisations de son comité d'orientation. L'IFA a dispensé 23 cours en personne, 18 cours à distance et deux cours hybrides. Fidèle aux recommandations issues de la revue de la stratégie de développement des capacités 2024, l'IFA a continué de tester différents modes de

### GRAPHIQUE 3. NOMBRE MOYEN DE CANDIDATS ET DE PARTICIPANTS AUX COURS DE L'IFA



Source : services de l'IFA.

### GRAPHIQUE 4. COURS DISPENSÉS PAR L'IFA CLASSÉS PAR THÈME



Source : services de l'IFA.

prestation, notamment en s'appuyant sur les technologies d'enseignement à distance, afin d'élargir l'accès à ses formations. Par exemple, le cours hybride consacré à la politique monétaire, en cours d'élaboration, comportera des enregistrements

vidéo en complément des séances animées par les enseignants.

**L'IFA a proposé un programme de formation équilibré pour répondre aux difficultés rencontrées par les pouvoirs publics dans les pays de la région, en**

proposant également des formations sur des sujets stratégiques. Les cours sur la politique budgétaire, les politiques du secteur financier, le climat, la croissance inclusive et les statistiques macroéconomiques représentaient l'essentiel de ce programme de formation (voir graphique 4). Les formations sur la gestion des finances publiques et de la dette y ont occupé une place centrale, eu égard au niveau élevé d'endettement, au manque de marges de manœuvre budgétaires et à la grave pénurie de financement dans la région subsaharienne. D'autres cours étaient consacrés aux réformes structurelles, notamment s'agissant du secteur financier, de l'intégration régionale, du numérique et de l'augmentation de la croissance par la transition écologique et la réduction des inégalités femmes-hommes.

**Dans la mesure où ses ressources le lui ont permis, l'IFA s'est attaché à adapter ses modalités de prestation aux besoins des pays et a poursuivi l'approfondissement de son intégration avec les activités d'assistance technique dispensées en Afrique subsaharienne.** L'IFA s'est appuyé sur les évaluations quantitatives et qualitatives des cours par les participants pour continuer d'adapter au contexte subsaharien ses supports de formation, qui sont élaborés à partir d'un tronc commun appliqué à l'ensemble des régions. Ainsi, les exposés du cours sur la *politique monétaire* comportaient des éléments relatifs aux *cadres de politique monétaire et régimes de change* propres aux pays d'Afrique subsaharienne, tandis que de hauts fonctionnaires issus de diverses institutions, invités en qualité de conférenciers, ont apporté une contribution précieuse à la plupart des cours, comme l'a fait le directeur du département juridique du FMI à l'occasion du cours sur les *évaluation des sauvegardes des banques centrales*. Par ailleurs, l'IFA a coopéré étroitement

avec plusieurs centres régionaux d'assistance technique (CRAT) d'Afrique subsaharienne pour assurer que ses formations correspondent pleinement à leurs activités de développement des capacités et à d'autres activités conjointes, tout en respectant les axes prioritaires de développement des capacités définis avec le siège du FMI et les chefs de mission.

**Les formations dispensées dans la région ont permis de satisfaire une demande élevée tout en s'appuyant sur les ressources disponibles au niveau local.** C'est ainsi que se sont tenus trois ateliers régionaux sur le thème du changement climatique, l'un en Afrique australe (Afrique du Sud) et deux en Afrique de l'ouest (Nigéria et Côte d'Ivoire), grâce au cofinancement des centres régionaux d'assistance technique en Afrique (AFRITAC) et aux contributions en nature fournies par certains pays membres de l'IFA. De plus, comme il le fait depuis six ans, l'IFA a appuyé les travaux de surveillance économique de la communauté du développement de l'Afrique australe (SADC), en contribuant à des formations sur la vérification par les pairs au bénéfice du secrétariat de la SADC.

**Les événements sous une autre forme que des cours se sont multipliés depuis la pandémie, au point de devenir une composante essentielle des activités de formation de l'IFA.** Il s'agit d'une série de séminaires en ligne consacrés à des questions qui revêtent une actualité particulière pour les décideurs publics, et qui recueillent une large participation. Au cours de l'exercice 2024, l'IFA a organisé six séminaires en ligne

(dont trois sur les questions en lien avec le changement climatique), cinq séances de sa série de séminaires de recherche entre pairs (à l'occasion desquelles des chercheurs de toute l'Afrique subsaharienne ont présenté leurs travaux à des fonctionnaires ayant participé aux formations de l'IFA, ainsi qu'à des membres des services du FMI), ainsi que quatre ateliers, une conférence et six activités de sensibilisation.

**La participation féminine continue d'augmenter, et l'IFA s'efforce d'attirer davantage de participants issus de pays francophones et lusophones et de pays fragiles ou en conflit.** Le taux de participation des femmes s'est élevé à 41 %, le plus fort pourcentage jamais atteint depuis la création de l'IFA. Le nombre de participants issus de pays fragiles ou en conflit est passé de 421 au cours de l'exercice 2023 à un maximum de 518 pendant l'exercice 2024. Autre record historique, près de 600 fonctionnaires non anglophones ont suivi des formations de l'IFA au cours de l'exercice 2024. Celui-ci continuera à favoriser la diversité linguistique et à faire participer davantage de fonctionnaires issus de pays fragiles ou en conflit.

**De plus, l'IFA a accueilli des participants d'Afrique du Nord au cours de l'exercice 2024, dans le cadre d'un accord de partenariat entre le FMI et l'agence japonaise de coopération internationale (JICA).** Le cours inaugural, organisé grâce à la générosité de la JICA, a porté sur la *viabilité des finances publiques*. Trois participants venus d'Égypte, du Maroc et de Mauritanie ont suivi le cours aux côtés

de 30 fonctionnaires issus de pays membres de l'IFA. L'expérience de pays émergents comme l'Égypte et le Maroc s'est révélée précieuse pour les pays à revenu intermédiaire d'Afrique subsaharienne comme Maurice ou l'Angola. Des participants des deux régions, travaillant sur des questions de politique publique similaires, ont pu à cette occasion tisser des liens très utiles.

**Une réunion de milieu d'année du comité d'orientation (CO) de l'IFA, réunissant 70 représentants de différents pays membres et de partenaires pour le développement, s'est tenue à distance le 12 avril 2024.** Le CO a souligné les progrès réalisés au cours de l'exercice 2024 et approuvé le programme de travail de l'exercice 2025 pour le premier trimestre de l'exercice. Le CO a approuvé d'autres propositions, touchant notamment à la modernisation des locaux et à une extension de la phase II jusqu'à juillet 2024.

**D'importantes améliorations ont été menées à bien au cours de l'exercice 2024 pour assurer de meilleures conditions d'apprentissage et réduire les coûts de prestation.** Il a fallu revoir l'infrastructure du réseau local pour améliorer l'accès à Internet dans les locaux, se procurer de nouveaux ordinateurs portables à l'usage des participants, et se doter d'équipements afin d'améliorer les services d'interprétation à distance. Ces améliorations se sont révélées essentielles au bon déroulement des formations, et pourront en grande partie être transférées lorsque l'IFA changera de locaux. La modernisation des équipements audiovisuels est prévue pour l'exercice 2025.

# Témoignages de participants



Carla Helena Dos Reis  
Lima Semedo  
Directrice au ministère  
des Finances et du  
Plan, Cabo Verde

L'organisation du cours a facilité l'assimilation des connaissances et m'a donné une compréhension complète du sujet traité, notamment grâce aux traductions qui ont joué un rôle important à cet égard. Nul doute que les connaissances que j'ai acquises amélioreront mes résultats professionnels et enrichiront mes contributions à mon institution et à mon pays.

Viabilité budgétaire



Victoria Ololade  
Adenmosun  
Spécialiste du  
contrôle bancaire,  
Union économique et  
monétaire ouest-africaine

Les différentes séances étaient méticuleusement préparées et ont abordé des sujets essentiels, tels que l'accord de Bâle sur les fonds propres et les risques connexes. Je recommande vivement ce cours à tout collègue désireux de mieux saisir les complexités du contrôle bancaire moderne.

Éléments fondamentaux du contrôle bancaire



Franck Ramaharo  
Ministère de l'Économie  
et des Finances,  
Madagascar

Le cours m'a permis d'acquérir des outils et des techniques de pointe et de renforcer non seulement ma capacité à établir des prévisions précises, mais aussi mes compétences en matière de programmation. L'enthousiasme des conférenciers et leur envie de partager leurs connaissances ont contribué à un environnement d'apprentissage dynamique et stimulant.

Cadres et opérations de politique monétaire



Umar Ahmed Bajoga  
Directeur adjoint  
Office du comptable  
général, Nigéria

Ce cours permet d'acquérir des connaissances sur la manière pour les pays africains de surmonter la plupart de leurs difficultés financières à l'aide d'outils de diagnostic macroéconomique. De retour au Nigéria, je serai à même de faire part à mes collègues des connaissances et de l'expérience que j'ai acquises lors de ce cours.

Diagnostics macroéconomiques



Anita Sekyi-Yorke  
Directrice adjointe  
Banque centrale du Ghana

Enfin un cours conçu spécialement pour des juristes ! Ce cours m'a fait comprendre le fonctionnement des institutions financières internationales, leurs relations juridiques avec les banques centrales et d'autres organismes publics, et le rôle des juristes dans ces institutions.

Aspects juridiques des institutions financières internationales

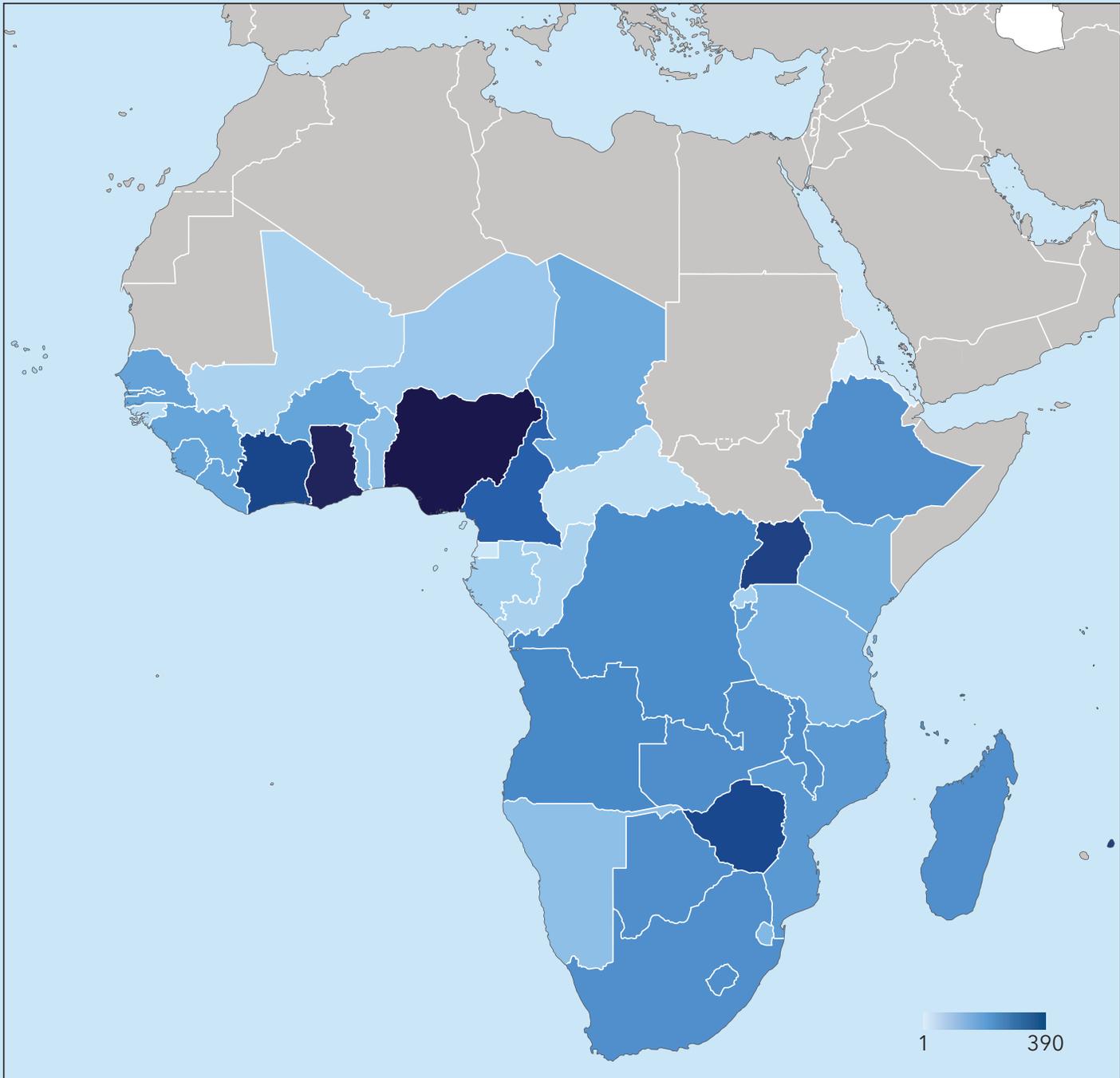
## ENCADRÉ 1. BÉNÉFICIAIRES DES FORMATIONS DE L'IFA : VUE D'ENSEMBLE SUR 10 ANS

Depuis sa création il y a dix ans, l'IFA accueille des participants issus de 45 pays d'Afrique subsaharienne.

L'Afrique de l'Ouest anglophone – le Nigéria et le Ghana – représente le

contingent le plus nombreux (390 et 374 participants, respectivement), suivie par la Côte d'Ivoire, Maurice, l'Ouganda, le Zimbabwe et le Cameroun. La carte ci-dessous donne

un aperçu de la participation des fonctionnaires des différents pays membres de l'IFA depuis 10 ans.

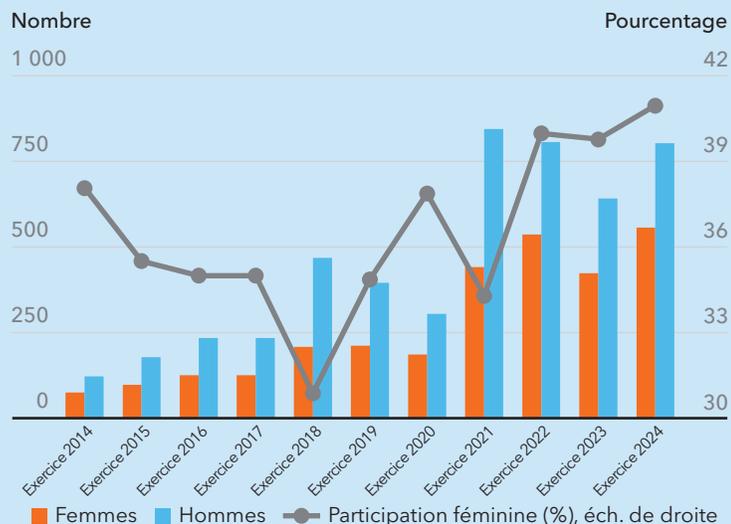


**Au cours de sa phase II (exercices 2020-24), l'IFA a vu s'accroître la participation des femmes, des représentants de pays fragiles ou en conflit, et des fonctionnaires de pays francophones et lusophones.**

Ainsi, si les profils féminins ne représentent que 28 % des candidatures reçues par l'IFA ces dix dernières années, le taux de participation des femmes aux formations s'élève à 37 % (voir graphique 5.a.), un niveau plus proche du taux d'emploi féminin dans le secteur public en Afrique subsaharienne (38 %). Le taux de participation féminine de 41 % atteint pendant l'exercice 2024 – soit près de 600 participantes – représente un record pour l'IFA. Cependant, la participation des femmes varie considérablement d'un pays à l'autre. Ainsi, l'Afrique du Sud, le Botswana, Eswatini, le Lesotho, Madagascar, Maurice, la Namibie, Sao Tomé-et-Principe et les Seychelles, où les femmes représentent en moyenne la moitié ou plus des effectifs de la fonction publique, ont envoyé plus de femmes que d'hommes assister aux cours dispensés par l'IFA. De plus, les participantes semblent bénéficier d'acquis d'apprentissage<sup>2</sup> supérieurs de 2,5 points de pourcentage en moyenne à ceux de leurs collègues masculins, bien qu'il n'existe pas d'écart significatif entre le niveau d'instruction des femmes et celui des hommes.

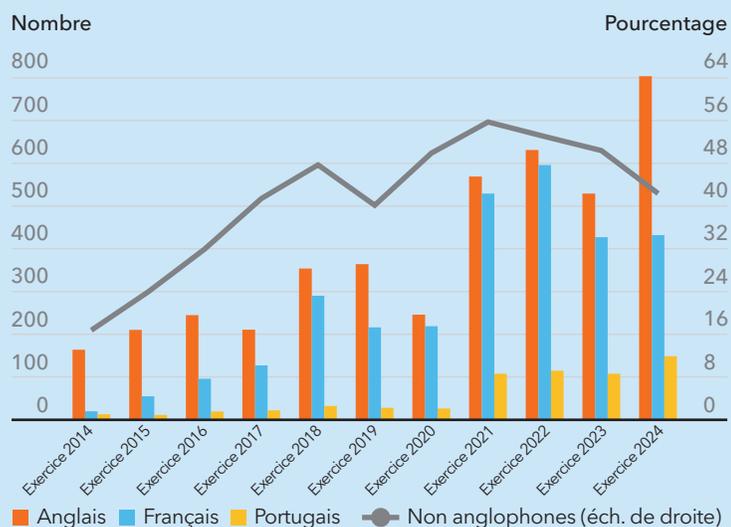
**La moitié des pays membres de l'IFA sont francophones ou lusophones ; ces dix dernières années, 40 % et 8 % des candidats et des participants aux cours de l'IFA sont issus de ces deux groupes de pays, respectivement.** L'interprétation simultanée en portugais n'a été fournie qu'à partir de l'exercice 2021, à la différence de l'interprétation en français, plus largement disponible depuis

**GRAPHIQUE 5.A. PARTICIPATION DES FEMMES AUX COURS DE L'IFA**



Source : services de l'IFA.

**GRAPHIQUE 5.B. RÉPARTITION DES PARTICIPANTS PAR LANGUE**



Source : services de l'IFA.

l'exercice 2017, ce qui a pu limiter la participation lors des premières années. Durant l'exercice 2024, les fonctionnaires francophones représentaient 31 % du total des participants, tandis que la part des lusophones s'est établie à 10 % (voir graphique 5.b.). Malgré des ressources limitées, l'IFA offre aux participants des supports pédagogiques traduits et assure

l'interprétation simultanée des cours. Par ailleurs, les ateliers sont organisés de façon à regrouper les locuteurs d'une même langue, afin de faciliter la communication entre participants. En moyenne, les participants francophones et lusophones présentent des acquis d'apprentissage supérieurs à ceux de leurs collègues anglophones.

<sup>2</sup> Les acquis d'apprentissage correspondent à la différence, rapportée à une échelle de 100, entre les notes obtenues aux questionnaires de fin et de début de cours.

**Les pays fragiles ou en conflit représentent environ 40 % des pays membres de l'IFA.** La stratégie du FMI de 2022 pour les pays fragiles ou en conflit a remis leurs besoins en matière de développement des capacités au cœur des préoccupations de l'institution. Ces dix dernières années, environ 40 % des candidats et 34 % des participants (voir graphique 5.c.) provenaient de pays fragiles ou en conflit, ce qui souligne la difficulté à sélectionner les candidats qui bénéficieront le plus des cours dispensés par l'IFA. Durant l'exercice 2024, à peu près 40 % des participants étaient issus de pays fragiles ou en conflit.

**Plus de la moitié des fonctionnaires qui suivent des cours à l'IFA travaillent pour une banque centrale.**

Les fonctionnaires en poste dans des ministères des Finances et du Développement et dans des administrations du Trésor public représentent 32 % des participants. Les employés des administrations responsables du recouvrement des recettes publiques représentent 2 % du total des participants, tout comme les fonctionnaires des bureaux nationaux de la statistique (voir graphique 5.d.). Cette répartition est conforme à la nature des formations dispensées par l'IFA, qui sont principalement consacrées à l'analyse macroéconomique et aux politiques budgétaire, monétaire et du secteur financier. Près de 70 % des participants issus de ces institutions sont des fonctionnaires en milieu de carrière, âgés de 30 à 45 ans, tandis que 12 % ont moins de 30 ans. La participation de fonctionnaires issus d'autres ministères a augmenté ces dernières années, au fur et à mesure que le programme de l'IFA s'est étoffé pour aborder de nouveaux domaines.

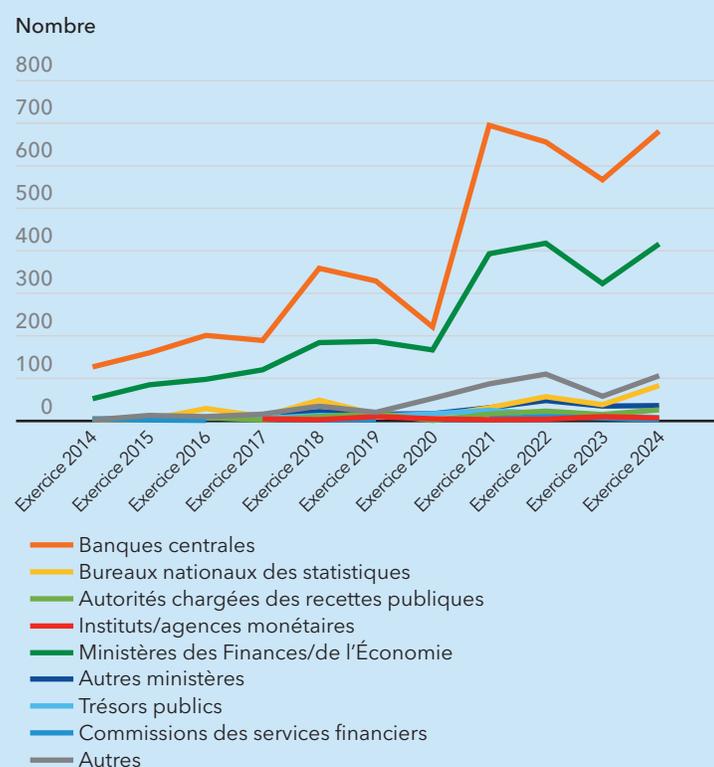
Pendant sa phase II (exercices 2020-24), l'IFA s'est beaucoup attaché à devenir plus inclusif, et a obtenu de très bons résultats en la matière. Pour

**GRAPHIQUE 5.C. PARTICIPANTS AUX COURS DE L'IFA ISSUS DE PAYS FRAGILES OU EN CONFLIT**



Source : services de l'IFA.

**GRAPHIQUE 5.D. RÉPARTITION DES PARTICIPANTS PAR ADMINISTRATION D'ORIGINE**



Source : services de l'IFA.

être à même de prolonger cette dynamique au cours de la phase suivante, il lui faudra pouvoir obtenir des ressources financières suffisantes.

# VUE D'ENSEMBLE DES COURS DISPENSÉS DANS LA RÉGION AU COURS DE L'EXERCICE 2024

L'IFA a dispensé 43 cours durant l'exercice 2024, deux de plus que lors de l'exercice précédent. Ses activités ont continué de répondre à la demande au niveau régional, conformément aux besoins prioritaires des pays de la région en matière de développement des capacités, en étroite consultation avec le département Afrique du FMI et sous l'égide du plan d'action mondial de la Directrice générale. L'Institut pour le développement des capacités (ICD) reste le département du FMI le plus actif au sein du programme de formation de l'IFA, suivi par le département des statistiques (STA) et le département des marchés monétaires et de capitaux (MCM) (voir tableau 1 du texte). Le tableau 1 ci-dessous répertorie tous les cours dispensés par l'IFA durant l'exercice 2024, classés par département d'origine, ainsi que des informations se rapportant à chacun d'entre eux.

**L'offre de formations de l'IFA comportait 20 cours issus du programme de l'Institut pour le développement des capacités.** Pour répondre à la demande de ses pays membres, l'IFA s'est appuyé sur les compétences de l'Institut pour le développement des capacités en offrant quatre cours sur les politiques financières, quatre sur la politique budgétaire, trois sur l'analyse

**TABLEAU 1 DU TEXTE. COURS DE L'EXERCICE 2024, CLASSÉS PAR DÉPARTEMENT DU FMI**

Département	Exercice 2023	Exercice 2024 (prévus)	Exercice 2024 (effectivement dispensés) <sup>1</sup>
ICD	19	19	20
AFR	1	1	1
FAD	3	5	3 sur 2
LEG	2	3	2
STA	8	8	9 <sup>3</sup>
MCM	6	6	6
FIN	1	1	1
SPR	1	1	1
RES	0	0	0
Total	41	44	43

Source : services du FMI.

<sup>1</sup> Comprend des cours en personne, sous un format hybride (à distance et en personne) et à modalités de livraison mixtes.

<sup>2</sup> Les cours sur le rôle des institutions dans la lutte contre la corruption en Afrique et sur la place des dispositifs de protection sociale dans les politiques de dépense ont été reportés à l'exercice 2025.

<sup>3</sup> Le cours sur la plateforme de données ouverte n'était pas prévu, mais a été dispensé durant l'exercice 2024.

macroéconomique générale, six sur la croissance inclusive et les politiques structurelles, et trois sur les politiques monétaire, de change et du compte de capital (voir tableau 2 du texte).

**En collaboration avec d'autres départements du FMI, l'IFA a dispensé**

**23 cours sur des thèmes plus spécialisés.** La demande des pays membres, les priorités qui sont ressorties des activités de surveillance du FMI et de ses programmes dans des pays d'Afrique subsaharienne, et l'existence de synergie avec ses activités d'assistance technique

**TABLEAU 2 DU TEXTE. COURS ICD DISPENSÉS PAR L'IFA**

Programme ICD : cours <sup>1</sup>	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024
<b>Politiques relatives au secteur financier</b>					
Marchés et instruments financiers					
Développement financier et inclusion financière	X		X	X	X
Surveillance du secteur financier		X	X		
Politiques relatives au secteur financier	X	X	X	X	X
Développement du marché des technologies financières et conséquences réglementaires			X	X	X
Monnaies numériques de banque centrale			X	X	X
<b>Politique budgétaire</b>					
Analyse des politiques budgétaires		X	X		X
Cadres budgétaires	X	X	X	X	X
Viabilité budgétaire		X	X	X	X
Projections relatives aux trajectoires de dette publique et de rééquilibrage budgétaire (V)					X
<b>Analyse macroéconomique générale</b>					
Programmation et politiques financières	X	X	X	X	X
Diagnostics macroéconomiques	X	X	X	X	X
Analyse des politiques monétaire et budgétaire à l'aide des modèles dynamiques d'équilibre général stochastique				X	
Analyse et prévision macroéconomiques			X	X	X
<b>Croissance inclusive et politiques structurelles</b>					
Croissance inclusive	X	X	X	X	X
Intégration des questions climatiques dans les cadres macroéconomiques					X
Aspects économiques de l'intégration régionale	X	X	X	X	X
Inégalités entre les genres et macroéconomie			X	X	X
Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	X	X	X	X	X
Aspects macroéconomiques des pandémies dans les pays à faible revenu et les pays émergents			X	X	
Aspects macroéconomiques du changement climatique			X	X	X
<b>Politiques monétaires, de change et du compte de capital</b>					
Politique monétaire		X	X	X	X
Politique de change		X	X		X
Gestion des mouvements de capitaux : analyse et politiques macroéconomiques		X	X		
Prévisions immédiates		X	X	X	X
Analyse et prévision modélisées de la politique monétaire		X			

Source : services de l'IFA.

/1 À partir de l'exercice 2026, un nouvel axe de travail consacré aux cadres macroéconomiques remplacera trois anciens axes de travail :

1) analyse macroéconomique générale, 2) politique budgétaire et 3) politiques monétaire, de change et du compte de capital.



Conférenciers et participants aux cours sur les *principes fondamentaux du contrôle bancaire* organisé en mars 2024.

sont autant de considérations qui ont présidé à l'organisation de ces 23 cours. Certains de ces cours, ainsi que des séminaires en ligne (voir la section I.B) ont été dispensés en collaboration avec des partenaires extérieurs comme la Banque africaine de développement (BAfD) et ont fait intervenir des universitaires réputés. Le graphique 6 présente les cours de l'IFA par département du FMI et par axe de travail.

**Le programme de travail de l'IFA pendant l'exercice 2024 a tenu compte des axes prioritaires définis par le comité d'orientation, en associant formations de base et cours plus avancés.** Ce programme a permis de couvrir de manière exhaustive les thématiques budgétaire et monétaire et la question de la croissance inclusive, en faisant intervenir des modalités de prestation hybrides et à distance pour utiliser au mieux des ressources limitées et assurer l'accès le plus large possible. L'IFA a envisagé différentes pistes pour dispenser des formations dans la région, offrir des supports pédagogiques sur mesure et forger de nouveaux partenariats pour étendre les activités de son programme.



Cours sur le développement financier et l'inclusion financière dispensé en février 2024.

**FORMATIONS DE BASE, COURS AVANCÉS ET NOUVEAU OUTILS**  
**En réponse à l'arrivée de nombreux nouveaux responsables du contrôle bancaire dans toute la région, l'IFA a dispensé pour la 11<sup>e</sup> fois le cours consacré aux principes fondamentaux du contrôle bancaire.** Il s'agit d'un cours essentiel, considéré comme fondamental pour les contrôleurs bancaires

d'Afrique subsaharienne. Le premier gouverneur adjoint de la Banque de Maurice, M. Yerukunondu, a inauguré ce cours, qui traite à la fois de notions classiques et d'aspects nouveaux, en particulier s'agissant des effets inédits de la pandémie de COVID-19 et des épisodes récents de graves difficultés bancaires dans les pays avancés.

L'IFA a complété son offre de formations de base par des cours plus avancés, en présentant de nouveaux outils aux participants. Le cours avancé sur les *statistiques monétaires et financières* et le cours sur l'*analyse et les prévisions macroéconométriques* sont deux exemples de formations de niveau avancé dispensés durant l'exercice 2024. Le cours à distance sur les *projections des dynamiques de la dette publique*, qui a fait intervenir l'outil d'analyse de la dynamique de la dette publique, a porté sur les manières d'établir des projections sur l'encours de dette publique au fil du temps selon différents scénarios, dont un scénario de référence. Ce cours a également montré aux participants comment se servir de l'outil d'analyse de la dynamique de la dette publique pour estimer la trajectoire des rééquilibres budgétaires qui s'imposent pour atteindre un objectif d'endettement prédéterminé. Ces cours s'adressent à des participants hautement qualifiés et qui ont suivi les cours d'introduction pertinents, ce qui contribue à de meilleurs acquis d'apprentissage.

#### DIFFÉRENTES MODALITÉS DE PRESTATION

L'IFA a continué de tirer parti de différentes modalités de prestation. Ses services ont procédé à une évaluation minutieuse pour déterminer quels cours – en particulier ceux qui font largement intervenir l'informatique ou qui comportent beaucoup d'ateliers – se prêtaient mieux à un enseignement en personne ou à une organisation à distance, en prenant en compte le rapport coût-efficacité de chaque mode de prestation. Afin d'assurer que les formations en personne donnent les meilleurs résultats possibles, l'IFA a continué à recourir aux solutions novatrices mises au point par le FMI pour dispenser des formations dans un format hybride. Par exemple, le cours sur le *développement financier et l'inclusion financière* comportait une semaine d'étude autonome, suivie



Exposé de Manuel Tiago Dias, gouverneur de la banque centrale d'Angola, à l'occasion du cours de *politique monétaire* dispensé en août 2023.

par une semaine de formation en personne, ponctuée par des séances animées par des enseignants. La composante autonome du cours a permis aux participants d'acquérir les connaissances de base, qui leur ont permis de profiter d'un dialogue plus fécond sur des sujets essentiels lors de la deuxième semaine.

**Le cours d'introduction aux statistiques de comptabilité nationale, mis au point par le département des statistiques du FMI, a été dispensé à distance en collaboration avec l'Institut pour le développement des capacités.** Deux des trois semaines de cours étaient ponctuées de séances animées par des enseignants, et comportaient des exercices pratiques et des exposés sur la situation de différents pays. Ce cours, dispensé en anglais, s'est accompagné pour la première fois de services d'interprétation simultanée en français et en portugais, qui ont permis aux participants d'avoir des échanges de points de vue plus nourris.

#### RÉGIONALISATION

L'IFA a continué à adapter ses cours pour qu'ils correspondent le mieux aux besoins des fonctionnaires d'Afrique subsaharienne.

Les supports pédagogiques ne cessent d'être revus en fonction d'évaluations, d'enquêtes et pour mieux répondre aux priorités des différents pays. Les participants sont encouragés à faire part de leurs expériences et les leçons comportent généralement des exemples nationaux. Par exemple, le gouverneur de la banque centrale d'Angola a été invité à intervenir dans le cadre du cours sur la *politique monétaire*, ce qui lui a permis de présenter l'évolution de la politique monétaire dans son pays et d'évoquer des perspectives pour l'avenir. M<sup>me</sup> Soobyah et M. Rakgalakane ont été invités à prendre la parole lors du cours sur la *surveillance macroéconomique*, à l'occasion duquel ils ont présenté le modèle de projections trimestrielles et les prévisions immédiates de la Banque centrale sud-africaine.



Membres des services et participants à l'atelier de surveillance macroéconomique organisé pour la SADC, Afrique du Sud, novembre 2023.

**L'IFA a poursuivi ses contributions au mécanisme d'examen macroéconomique par les pairs** de la SADC et du comité des gouverneurs de banques centrales. Dispensée au bénéfice de la SADC depuis huit ans, cette formation s'est tenue en Afrique du Sud et a été suivie par 39 représentants de la SADC. Le programme a été prolongé pour s'étendre sur deux semaines et adapté pour inclure des modules de projections et de prévisions immédiates.

**Les initiatives de régionalisation et de collaboration avec les AFRITAC** ont également débouché sur deux ateliers régionaux sur les questions relatives au changement climatique, organisés en Côte d'Ivoire (en partenariat avec AFW et AFC) et au Nigéria (en partenariat avec AFW2). Ces initiatives sont décrites plus en détail dans la section 1.C.

### **DE NOUVEAUX PARTENARIATS POUR UNE OFFRE DE FORMATION ÉTENDUE**

**Le FMI et JICA ont signé leur tout premier partenariat en novembre 2023 pour soutenir l'organisation à l'IFA d'un cours essentiel sur la viabilité des finances publiques.** Ce cours porte sur le lien essentiel entre viabilité budgétaire, stabilité macroéconomique et croissance durable et inclusive à long terme, et repose principalement sur l'outil de dynamique de la dette publique du FMI, un instrument simple d'utilisation qui permet de prévoir et d'analyser la dynamique de la dette, d'évaluer les trajectoires de rééquilibrage budgétaire et de déterminer les besoins bruts de financement. Les participants ont également étudié l'extension de l'outil intégrant les catastrophes naturelles, ce qui leur a permis d'apprécier l'impact de différentes catastrophes sur la dette publique. Le cours a également abordé d'autres

enjeux, comme les effets des investissements dans l'action climatique sur la dette publique, la gestion de la dette, les risques budgétaires, les crises budgétaires et pressions à long terme sur les finances publiques. Les participants lui ont attribué une note d'évaluation globale de 4,8 sur 5,0. Le partenariat avec JICA a été prolongé jusqu'à mars 2026, ce qui permettra de dispenser des cours supplémentaires lors des exercices 2025 et 2026.

### **INDICATEURS DE PERFORMANCE DES COURS DE L'IFA : NOTE D'ÉVALUATION GLOBALE ET ACQUIS D'APPRENTISSAGE**

**Les acquis d'apprentissage mesurés par les questionnaires de fin de cours et les notes d'évaluation globales qui ressortent des enquêtes de satisfaction réalisées à l'issue des formations sont uniformément élevés depuis plusieurs années : environ 16 points de pourcentage et au moins**



Cours sur la viabilité des finances publiques dispensé en février 2024.

4,6 en moyenne, respectivement. Les cours à distance ont reçu une note globale légèrement inférieure, à savoir 4,5, contre 4,7 pour les cours en personne (voir graphique 7). Cet écart tient peut-être au fait que les échanges interpersonnels sont moins nombreux à distance qu'en personne. Les acquis d'apprentissage moyens<sup>3</sup> ont diminué au cours de l'exercice 2024 par rapport à l'exercice 2023, aussi bien pour les cours en personne qu'à

<sup>3</sup> Les acquis d'apprentissage qui se dégagent des questionnaires ne constituent qu'un élément de mesure de l'efficacité des cours. Les cours en personne présentent le grand avantage de permettre aux participants d'apprendre les uns des autres et de former des réseaux professionnels, or un tel avantage n'est pas facile à appréhender par un indicateur quantitatif.

distance, mais demeurent plus élevés que lors de l'exercice 2022. Comme pour l'exercice 2023, on observe pour l'exercice 2024 un écart notable entre les acquis d'apprentissage pour les cours à distance et en personne, ce qui concorde avec la préférence exprimée par les participants pour les cours en personne.

Au cours de l'exercice 2024, en moyenne, les acquis d'apprentissage des participantes ont été supérieurs à ceux de leurs collègues masculins, et ce bien que leurs réponses aux

questionnaires préliminaires leur ait valu des notes équivalentes. Les participants issus de pays fragiles ou en conflit ont obtenu des notes légèrement inférieures aux questionnaires préliminaires, mais leur notes de fin de cours ont convergé vers celles des autres participants. Il en va de même des participants francophones ou lusophones, qui recevaient généralement des notes inférieures à celles de leurs collègues anglophones en début de cours, mais obtenaient de meilleurs résultats à l'issue des cours.

**TABLEAU 1. IFA – COURS DISPENSÉS DURANT L'EXERCICE 2024**

Intitulé du cours	Dates	Langue <sup>1</sup>	Nombre de participants	Part de femmes (en %)	Nombre de participants issus de pays fragiles	Satisfaction globale <sup>2</sup>	Acquis d'apprentissage <sup>3</sup>
<b>Institut pour le développement des capacités (ICD)</b>							
Programmation et politiques financières	15-26 mai 2023	A/F/P	30	53	9	4,8	16,5
Monnaies numériques de banque centrale (V)	26-30 juin 2023	A/F/P	25	28	7	4,5	14,8
Croissance inclusive	26 juin-7 juil. 2023	A/F	30	47	14	4,8	36,3
Diagnostics macroéconomiques	3-14 juil. 2023	A/F/P	33	45	21	4,7	23,1
Aspects macroéconomiques du changement climatique	24 juil.-4 août 2023	A/F/P	33	48	10	4,8	28,0
Politique monétaire	31 juil.-11 août 2023	A/F/P	32	47	11	4,7	18,1
Analyse de la politique budgétaire (V)	31 juil.-11 août 2023	A/F/P	22	32	9	4,5	14,1
Cadres budgétaires (V)	4-15 sept. 2023	A/F/P	23	26	8	4,3	2,6
Politiques du secteur financier (V)	9-20 oct. 2023	A/F/P	48	54	20	4,4	11,7
Aspects économiques de l'intégration régionale (V)	9-20 oct. 2023	A/F/P	24	38	10	4,7	13,0
Développement du marché des technologies financières et conséquences réglementaires	4-8 déc. 2023	A/F/P	32	56	15	-	10,7
Inégalités entre les genres et macroéconomie	29 janv.-2 févr. 2024	A/F/P	31	61	14	4,7	8,0
Intégration des questions climatiques dans les cadres macroéconomiques	5-9 févr. 2024	A/F/P	35	34	16	4,5	-
Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	12-23 févr. 2024	A/F/P	29	45	14	4,4	19,0
Développement financier et inclusion financière (modalités de livraison mixtes)	12 févr.-1 <sup>er</sup> mars 2024	A/F/P	33	48	10	4,5	10,7
Viabilité des finances publiques	19 févr.-1 <sup>er</sup> mars 2024	A/F/P	33	33	5	4,8	25,0
Analyse et prévisions macroéconométriques	25 mars-5 avril 2024	A/F/P	32	47	10	4,7	15,6
Projections relatives aux trajectoires de dette publique et de rééquilibrage budgétaire (V)	1 <sup>er</sup> -12 avril 2024	A/F/P	23	22	12	4,6	9,8
Prévisions immédiates	8-19 avril 2024	A/F/P	33	39	11	4,9	18,9
Politique de change (V)	29 avril-10 mai 2024	A/F/P	35	43	23	4,8	19,9
<b>Département juridique (LEG)</b>							
Viabilité de la dette et restructuration de la dette	29 janv.-2 févr. 2024	A/F/P	28	39	3	4,8	8,9
Aspects juridiques des institutions financières internationales (V)	26 févr.-1 <sup>er</sup> mars 2024	A/F/P	28	64	17	4,7	-
<b>Département des marchés monétaires et de capitaux (MCM)</b>							
Principaux enjeux de la réglementation et de la surveillance des technologies financières	30 oct-3 nov. 2023	A/F/P	30	47	10	4,8	-
Intégration des risques climatiques dans les dispositifs de réglementation et de contrôle (V)	11-15 déc. 2023	A/F/P	37	41	17	4,2	13,5
Cadres et opérations de politique monétaire	2-9 févr. 2024	A/F/P	33	42	11	4,6	-
Monnaies numériques de banque centrale : examen approfondi (V)	12-16 févr. 2024	A/F/P	49	33	14	4,5	11,7

**TABLEAU 1. (SUITE) IFA – COURS DISPENSÉS DURANT L'EXERCICE 2024**

Intitulé du cours	Dates	Langue <sup>11</sup>	Nombre de participants	Part de femmes (en %)	Nombre de participants issus de pays fragiles	Satisfaction globale <sup>12</sup>	Acquis d'apprentissage <sup>13</sup>
Infrastructures des marchés financiers : principes et pratiques (V <sup>14</sup> )	11-15 mars 2024	A/F/P	28	50	12	4,9	9,7
Éléments fondamentaux du contrôle bancaire	11-22 mars 2024	A/F/P	33	48	9	4,8	8,4
<b>Département des statistiques (STA)</b>							
Statistiques de la dette extérieure	17-21 juil. 2023	A/F/P	35	26	15	4,7	31,4
Statistiques sur l'environnement et le changement climatique pertinentes sur le plan macroéconomique – introduction (V)	2-6 oct. 2023	A/F/P	47	51	15	4,4	16,3
Indicateurs à haute fréquence de l'activité économique/Comptes nationaux trimestriels – cours à modalités de livraison mixtes	27 nov.- 8 déc. 2023	A/F	19	32	8	4,7	17,3
Plateforme de données ouvertes	11-15 déc. 2023	A/F/P	51	-	16	4,8	10,7
Statistiques des comptes nationaux (V)	22 janv.- 9 févr. 2024	A/F	39	54	16	4,4	21,4
Établissement des statistiques de la balance des paiements (V)	5-9 févr. 2024	A/F/P	32	41	13	4,8	12,6
Approche bilancielle	4-8 mars 2024	A/F/P	30	30	4	4,7	16,4
Indicateur de solidité financière (en français, avec interprétation) (V)	18-22 mars 2024	A/F/P	25	24	12	4,6	19,3
Statistiques monétaires et financières – cours avancé (en français, avec interprétation)	22 avril-3 mai 2024	A/F/P	23	43	7	4,7	16,0
<b>Département des finances publiques (FAD)</b>							
Questions relatives aux politiques de dépenses : réformes des subventions énergétiques (V)	10-14 juil. 2023	A/F/P	39	31	15	4,5	14,9
Gestion des risques financiers pour les garanties souveraines (anciennement « Renforcement des institutions budgétaires et gestion des risques budgétaires »), cours dispensé en Afrique du Sud, de concert avec AFS	4-8 sept. 2023	A	24	33	5	4,8	18,6
Politique et administration fiscales : théorie et pratique (V)	27 nov.-1 <sup>er</sup> déc. 2023	A/F/P	50	36	14	4,4	-3,9
<b>Département financier (FIN), département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation (SPR) et département Afrique (AFR)</b>							
Cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu (SPR)	11-15 sept. 2023	F/P	32	16	22	4,6	16,0
Examens économiques par les pairs dans la SADC – cours de remise à niveau sur la surveillance dispensé en Afrique du Sud (AFR)	20 nov.-1 <sup>er</sup> déc. 2023	A/F/P	39	38	5	4,5	16,9
Évaluation des dispositifs de sauvegarde des banques centrales (FIN)	29 janv.-2 févr. 2024	A/F/P	33	45	12	4,8	11,4

Source : Calendrier de l'IFA pour l'exercice 2024.

<sup>11</sup> La mention A/F indique que le cours est dispensé en anglais et en français ; A/P que le cours est dispensé en anglais avec interprétation en portugais ; A que le cours est dispensé en anglais uniquement ; et F que le cours est dispensé en français uniquement.

<sup>12</sup> Notation sur une échelle de 0 à 5.

<sup>13</sup> Amélioration (en points de pourcentage) de la note moyenne obtenue au questionnaire de fin de cours par rapport à celle obtenue au questionnaire préliminaire.

<sup>14</sup> La lettre V (pour « virtuel ») dénote les cours dispensés à distance au cours de l'exercice 2024.

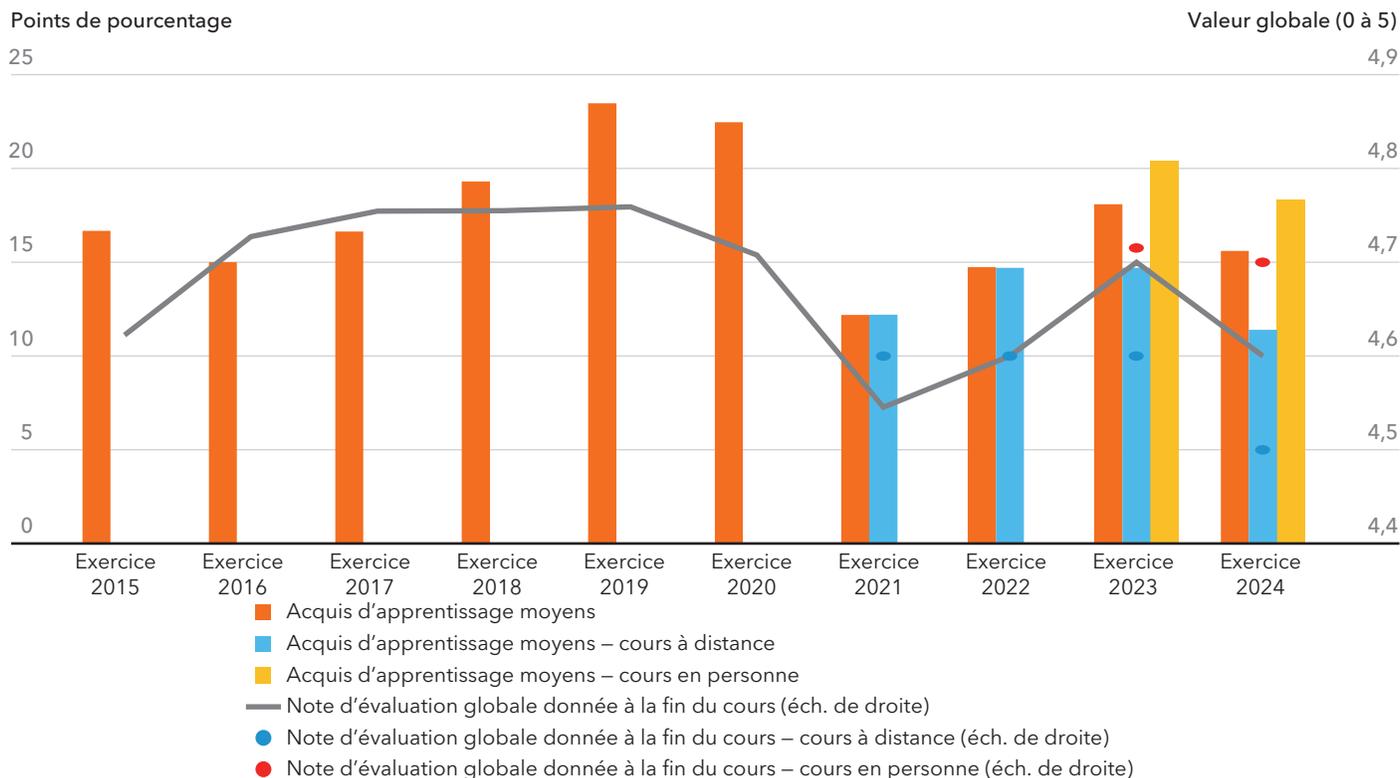
## GRAPHIQUE 6. COURS PAR AXE DE TRAVAIL ET PAR DÉPARTEMENT

	Politiques du secteur financier	Statistiques macroéconomiques	Politique budgétaire	Croissance inclusive et politiques structurelles	Politiques monétaire, de change et du compte de capital	Analyse macroéconomique générale	Questions juridiques	Évaluation des sauvegardes
ICD	1. CBDC 2. FDFI 3. FSP 4. FINTECH		1. FF 2. FPA 3. FS 4. PPDFAP	1. ERI 2. GM 3. IG 4. MRC 5. MCC 6. CMF	1. ERP 2. MP 3. NWC	1. MDS 2. MFA		
STA		1. BSA 2. IEA 3. BPSCG 4. EDS 5. FSI 6. CMECC 7. MFS-A 8. NAS 9. ODP						
MCM	1. CBS 2. FMI-PP 3. TCBDC 4. SIFR			1. CRPR	1. MPFO			
FAD	1. SFR		1. TPAT	1. EP				
LEG							1. DSDR 2. LAIF	
FIN/SPR			1. DSM-LIC(SPR)					1. SAC(FIN)

Source : services de l'IFA.

Note : Pour les titres des cours, consulter la légende du graphique 8.

## GRAPHIQUE 7. INDICATEURS DE PERFORMANCE DES FORMATIONS DE L'IFA, EXERCICES 2015-24



Source : services de l'IFA.

**TABLEAU 2. IFA – COURS DISPENSÉS DURANT L'EXERCICE 2024 : PARTICIPANTS PAR PAYS ET PAR SEXE**

Pays	Exercice 2023		Exercice 2024	
	Nombre de participants (dont en personne)	Dont femmes	Nombre de participants (dont en personne)	Dont femmes
Afrique du Sud	24 (16)	13	26 (18)	17
Angola	44 (17)	13	52 (34)	23
Bénin	12 (4)	0	11 (9)	1
Botswana	37 (19)	23	31 (23)	19
Burkina Faso	25 (10)	3	18 (14)	6
Burundi	29 (17)	9	34 (20)	12
Cameroun	47 (27)	17	48 (26)	17
Cabo Verde	25 (8)	14	19 (11)	8
Comores	22 (13)	8	17 (9)	5
Côte d'Ivoire	25 (12)	5	40 (30)	13
Guinée équatoriale	7 (4)	1	3 (3)	1
Érythrée	0 (0)	0	2 (2)	0
Eswatini	10 (6)	4	35 (22)	17
Éthiopie	28 (15)	6	40 (19)	6
Gabon	9 (5)	3	9 (7)	3
Gambie	29 (19)	14	30 (19)	11
Ghana	49 (19)	18	54 (30)	24
Guinée	24 (13)	2	23 (18)	6
Guinée-Bissau	6 (5)	2	10 (9)	3
Kenya	19 (10)	9	40 (26)	20
Lesotho	24 (18)	13	37 (18)	15
Libéria	28 (17)	7	35 (17)	1
Madagascar	44 (20)	28	38 (22)	17
Malawi	28 (20)	13	29 (16)	16
Mali	4 (2)	0	10 (8)	2
Maurice	37 (13)	25	51 (32)	37
Mozambique	24 (13)	5	44 (28)	20
Namibie	14 (7)	10	24 (11)	13
Niger	13 (8)	0	13 (7)	2
Nigéria	42 (23)	20	94 (36)	49
Ouganda	39 (26)	21	54 (36)	32
République centrafricaine	9 (4)	1	10 (6)	1
République démocratique du Congo	34 (16)	6	36 (24)	9
République du Congo	14 (7)	3	9 (5)	3
Rwanda	14 (7)	5	15 (10)	5
Sao Tomé-et-Principe	9 (8)	6	28 (19)	11

**TABLEAU 2. IFA – COURS DISPENSÉS DURANT L'EXERCICE 2024 (SUITE) : PARTICIPANTS PAR PAYS ET PAR SEXE**

Pays	Exercice 2023		Exercice 2024	
	Nombre de participants (dont en personne)	Dont femmes	Nombre de participants (dont en personne)	Dont femmes
Sénégal	22 (12)	4	17 (10)	5
Seychelles	20 (10)	15	24 (15)	18
Sierra Leone	26 (15)	10	33 (17)	13
Soudan du Sud	15 (8)	3	17 (11)	7
Tanzanie	19 (13)	11	37 (28)	13
Tchad	32 (18)	15	23 (13)	6
Togo	10 (3)	0	23 (9)	14
Zambie	29 (15)	14	57 (32)	24
Zimbabwe	39 (21)	20	68 (35)	24
Autres	32 (8)	15	27 (20)	4
<b>Total</b>	<b>1092 (571)</b>	<b>434</b>	<b>1395 (834)</b>	<b>573</b>

Source : services de l'IFA.

# CONFÉRENCES, SÉMINAIRES EN LIGNE, ACTIVITÉS ENTRE PAIRS ET ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION

**L'IFA a tenu une conférence à l'occasion de son 10<sup>e</sup> anniversaire.** L'IFA a fêté son 10<sup>e</sup> anniversaire en organisant une conférence de haut niveau de deux jours, au format hybride, à Ébène, sur l'Île Maurice, les 23 et 24 janvier 2024. Cet événement a comporté des exposés et des tables rondes sur le thème « Politiques économiques et développement des capacités dans le contexte de la grande pénurie de financement » (voir encadré 2). La conférence a mis en exergue les principales réussites et enseignements des dix premières années d'existence de l'IFA. Des décideurs d'Afrique subsaharienne se sont entretenus des difficultés que traverse la région et de ce que celles-ci impliquent pour l'IFA au cours des cinq prochaines années.

**Par ailleurs, l'IFA a accueilli plusieurs événements, en coopération avec plusieurs départements du FMI associés au développement des capacités.** Au cours de l'exercice 2024, l'IFA a organisé six séminaires en ligne, cinq activités entre pairs, trois ateliers régionaux, un atelier d'une journée sur le changement climatique et les politiques macrofinancières, et six activités de sensibilisation (voir tableau 3 du texte). Certaines de ces activités, coorganisées avec d'autres centres régionaux de développement des capacités, ont vu intervenir des universitaires de

premier plan, d'anciens dirigeants, des dirigeants en exercice, ainsi que des partenaires extérieurs (tableau 3).

## ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION

**Le département Afrique a mené deux activités de sensibilisation pour présenter les éditions d'avril et d'octobre 2023 des *Perspectives économiques régionales (PER)* pour l'Afrique subsaharienne.** L'édition d'avril 2023 des PER sur « La Grande pénurie de financement » portait sur les causes et les implications de la perte d'accès aux financements et de l'augmentation des coûts d'emprunt pour de nombreux pays de la région ainsi que sur les réformes nécessaires pour faire face à cette pénurie de financement ([PER d'avril 2023](#)). L'édition d'octobre 2023 des PER portait sur l'amélioration progressive des perspectives régionales sur les plans de la croissance, de l'inflation et des finances publiques, tout en soulignant l'existence de risques considérables, s'agissant notamment de l'instabilité politique croissante et du ralentissement économique en Chine ([PER d'octobre 2023](#)). Elle a également souligné la divergence croissante entre les résultats économiques des pays pauvres en ressources naturelles et ceux, moins satisfaisants, des pays producteurs de ressources. S'agissant des mesures à

prendre par les pouvoirs publics, les PER d'octobre 2023 ont rappelé la nécessité de juguler l'inflation dans plus d'une dizaine de pays, de maîtriser les fortes pressions s'exerçant sur les taux de change, de remédier aux facteurs de vulnérabilité persistants qu'engendre un niveau élevé d'endettement public dans le contexte d'une pénurie de financements prolongée, et d'engager des réformes structurelles d'envergure afin de rehausser les niveaux de revenu par habitant.

**En outre, le département des études du FMI a présenté à l'IFA les chapitres analytiques des *Perspectives de l'économie mondiale (PEM)*.** L'événement de sensibilisation consacré à [l'édition des PEM du printemps 2023](#) a traité du réalignement des flux d'investissements directs étrangers (IDE) causé par la fragmentation géoéconomique et des enseignements que les pays en butte à des difficultés budgétaires pouvaient tirer d'épisodes antérieurs de rééquilibrage des finances publiques. Les analyses de [l'édition d'automne des PEM](#) publiée en novembre 2023 ont porté sur les mesures et les cadres de politique monétaire de nature à assurer l'ancrage des anticipations d'inflation, ainsi que sur les préoccupations croissantes causées par la fragmentation géoéconomique.

## ENCADRÉ 2. L'INSTITUT DE FORMATION POUR L'AFRIQUE CÉLÈBRE SES DIX ANS D'EXISTENCE

À l'occasion de son 10<sup>e</sup> anniversaire, l'IFA a organisé sur deux jours une [conférence au format hybride](#), les 23 et 24 janvier 2024. Plus de cent délégués étaient présents sur place chacun des deux jours, dont une cinquantaine de

hauts fonctionnaires venus de plusieurs des 45 pays membres de l'IFA, aux côtés d'universitaires, de représentants des partenaires pour le développement, et de membres éminents des services du FMI. M. Renganaden Padayachy,

ministre des Finances, de la Planification économique et du Développement de la République de Maurice, a officiellement ouvert la conférence.



De droite à gauche : photo de groupe prise à l'occasion de la conférence organisée pour les 10 ans d'existence de l'IFA, qui a réuni une cinquantaine de hauts fonctionnaires des pays membres de l'IFA, des universitaires, des représentants des partenaires pour le développement et des membres éminents des services du FMI. Photo des membres du personnel de l'IFA.

Dans une allocution filmée, la Directrice générale du FMI, M<sup>me</sup> Kristalina Georgieva, a salué les contributions de l'IFA et d'autres centres régionaux de développement des capacités du FMI dans le renforcement de la stabilité macroéconomique et financière en Afrique subsaharienne. M<sup>me</sup> Gita Gopinath, première Directrice générale adjointe du FMI, a souligné à quel point il était important et urgent d'obtenir des financements pour la prochaine phase d'activités, censée commencer en mai 2024, afin de répondre à la forte demande des pays qui souhaitent bénéficier des services de l'IFA.

La conférence a également donné lieu à des présentations et à des tables rondes sur le thème général « Politiques économiques et développement des capacités à l'heure de la grande pénurie de financement », qui ont permis d'aborder à la fois les difficultés anciennes et les nouveaux défis en matière de politique économique en Afrique subsaharienne. Les principaux sujets abordés ont été les

priorités et les difficultés en matière de développement des capacités dans la région, l'adaptation à la grande pénurie de financement, l'impact des activités de l'IFA ces dix dernières années et ses priorités pour les cinq prochaines, le soutien apporté par le FMI à ses pays membres pour faire face aux enjeux macroéconomiques du changement climatique, le renforcement de la résilience, et les opportunités, les risques et les problèmes de données s'agissant des technologies financières en Afrique.

### PRINCIPALES QUESTIONS ABORDÉES LORS DES TABLES RONDES

#### **Comment qualifier la conjoncture macroéconomique actuelle en Afrique subsaharienne ?**

La pénurie de financement devrait persister. Il est peu probable que l'aide publique au développement retrouve les niveaux observés au cours des précédentes décennies, et les envois

de fonds des diasporas ne suffisent pas à combler ce déficit. En plus d'attirer des financements en faveur de la lutte contre le changement climatique et des IDE, il est indispensable de mobiliser les recettes intérieures pour rétablir la viabilité budgétaire et soutenir une croissance inclusive à long terme.

#### **Comment le changement climatique influence-t-il le contexte économique actuel ?**

Une forte inflation, l'insécurité alimentaire et l'instabilité financière sont autant de conséquences macroéconomiques négatives du changement climatique. Les efforts que les pays doivent consentir pour se remettre d'une catastrophe naturelle réduisent leur capacité d'adaptation. Les principales difficultés sont le partage des responsabilités entre les parties prenantes, le manque de données climatiques de bonne qualité et à haute fréquence, et les lacunes dans l'évaluation des risques.

## ENCADRÉ 2. (SUITE) L'INSTITUT DE FORMATION POUR L'AFRIQUE CÉLÈBRE SES DIX ANS D'EXISTENCE



Difficultés de la politique économique en Afrique subsaharienne.



Changement climatique : priorités et difficultés en matière de développement des capacités en Afrique subsaharienne. Panel.



IFA : bilan des dix dernières années et projets pour les cinq prochaines.



Priorités et difficultés en matière de développement des capacités en Afrique subsaharienne.

### **Quels devraient être les objectifs des pays d'Afrique subsaharienne pour faire face au contexte macroéconomique actuel ?**

Dans un contexte de baisse des financements concessionnels accordés aux pays d'Afrique subsaharienne, l'existence de cadres budgétaires souples et de partenariats public-privé bien conçus est déterminante. Pour que l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets soient efficaces, il faut que l'élaboration des politiques et la conception des projets intègrent des considérations climatiques, que l'accès au financement climatique soit uniforme, que le secteur privé et les banques multilatérales de développement s'impliquent et que des données de qualité soient disponibles. Le renforcement des capacités des instances de réglementation et de contrôle permettrait de promouvoir un environnement sûr pour le financement de l'action climatique. L'inclusion financière et le recours à des solutions technologiques sont également des facteurs clés à prendre en compte.

### **Quels sont les atouts du FMI et de l'IFA pour atteindre les objectifs décrits ci-dessus ?**

La capacité de l'IFA et d'autres centres régionaux de développement des capacités à apporter une réponse sur mesure et opportune aux enjeux émergents et actuels, grâce à leur proximité avec les pays membres et à leur bonne connaissance du contexte régional, ont été jugées extrêmement précieuses.

Le [fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité](#) du FMI a été mis en place pour octroyer des financements de long terme à des pays privés d'accès à des prêts concessionnels. L'[Évaluation de la gestion des investissements publics pour le climat \(EGIP-C\)](#), utilisée pour apprécier la capacité des pays à gérer des infrastructures en lien avec les enjeux climatiques, constitue également un outil important.

### **Dans ce contexte, comment l'IFA doit-il organiser ses activités de développement des capacités ?**

Pour consolider les résultats qu'il a atteints au cours de sa première décennie d'existence, l'IFA doit continuer à fournir un contenu adapté à la demande, en portant une attention accrue sur le climat, le numérique, la mobilisation des ressources et les événements entre pairs. Il conviendra de maintenir et d'étendre les initiatives visant à promouvoir la parité femmes-hommes et la diversité linguistique, à se focaliser sur les pays fragiles et en conflit, et à favoriser les synergies avec l'assistance technique fournie par les départements du FMI associés au développement des capacités et l'AFRITAC, ainsi qu'avec les programmes du FMI et ses activités de surveillance. De façon générale, la conférence a mis en évidence les difficultés largement partagées par les pays d'Afrique subsaharienne dans un contexte marqué par de multiples chocs. Dans un tel environnement, le développement des capacités, y compris par le travail de terrain, s'est avéré déterminant pour accroître la résilience et appuyer le programme de croissance dans la région. Les participants à la conférence ont exprimé leur reconnaissance pour le rôle essentiel et sans équivalent qu'a joué l'IFA ces dix dernières années en assurant des formations de haute qualité. De nombreux intervenants de la conférence ont souligné qu'au-delà des connaissances qu'ils y avaient acquises, les participants avaient également retiré des cours l'avantage de pouvoir échanger leurs points de vue avec leurs homologues d'autres pays et constituer avec eux des réseaux professionnels. La réussite de l'IFA tient à sa collaboration, au sein du FMI, avec presque tous les départements associés aux activités de développement des capacités. En outre, la conférence a servi de plateforme permettant aux pays membres de l'IFA, à des pays donateurs et à des universitaires de se pencher sur les difficultés traversées par les pays d'Afrique subsaharienne, et de donner leur avis sur la stratégie et les priorités de la phase III des activités de l'IFA.

**TABLEAU 3 DU TEXTE. ÉVÉNEMENTS HORS COURS ORGANISÉS PAR L'IFA DURANT LES EXERCICES 2022-24**

Département	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024
ICD	7 <sup>1</sup>	3	6
AFR	10	10	9
FAD	1	2	1
LEG	0	3	0
STA	2	1	0
MCM	3	1	0
FIN	0	0	0
SPR	0	1	1
RES	2	2	2
Autres	-	-	3 <sup>2</sup>
<b>Total</b>	<b>25</b>	<b>23</b>	<b>22</b>
<i>Dont :</i>			
Séminaires en ligne	14	11	6
<i>Série « Changement climatique »</i>	-	-	3
Apprentissage par les pairs	6	6	5
Ateliers	-	-	4
Conférences	-	-	1 <sup>3</sup>
Activités de sensibilisation	5	5	6 <sup>4</sup>

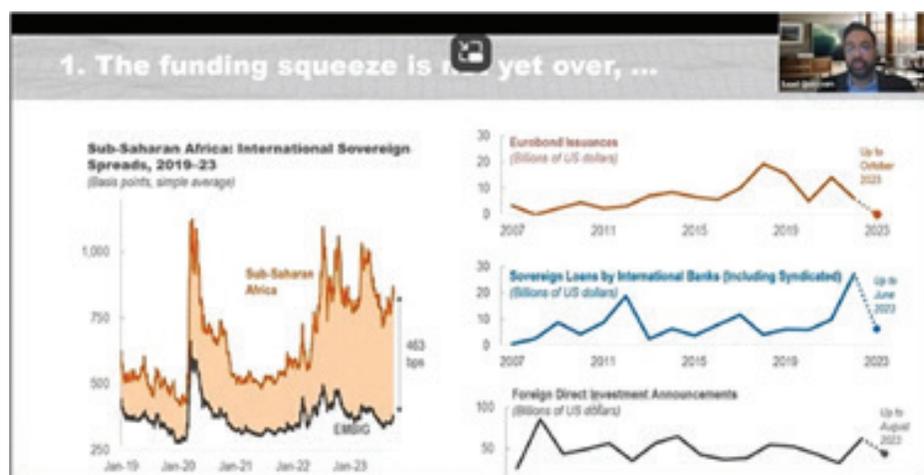
Source : services de l'IFA.

<sup>1</sup> Un atelier et une conférence de haut niveau sur la politique monétaire en Afrique subsaharienne.

<sup>2</sup> Trois ateliers régionaux sur les questions relatives au changement climatique organisés conjointement avec d'autres AFRITAC.

<sup>3</sup> Conférence organisée pour les 10 ans de l'IFA.

<sup>4</sup> Dont la réunion annuelle du CO pour l'exercice 2023 et la réunion de milieu d'année du CO pour l'exercice 2024.



Présentation de l'édition d'automne 2023 des *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne*.



Présentation de l'édition d'avril 2023 des *Perspectives de l'économie mondiale* en juin 2023.

**TABEAU 3. ÉVÉNEMENTS HORS COURS ORGANISÉS PAR L'IFA DURANT L'EXERCICE 2024**

Département	Thème	Dates
<b>Conférences</b>		
Département Afrique (AFR)	Conférence organisée pour les 10 ans de l'IFA	23-24 janv. 2024
Institut pour le développement des capacités (ICD)	Rapport sur la stabilité financière dans le monde – série de séminaires en ligne consacrés au changement climatique – nov. 2023	14 nov. 2023
	DIGNAD – série de séminaires en ligne consacrés au changement climatique – déc. 2023	13 déc. 2023
	Prospective stratégique – série de séminaires en ligne consacrés au changement climatique – mars 2024	24 mars 2023
Département Afrique (AFR) / département Moyen-Orient et Asie centrale (MCD)	Événement sur l'accélération de l'intégration commerciale en Afrique (IFA-AFRITAC-METAC-CEF)	14 févr. 2024
Département des finances publiques (FAD)	Note de réflexion sur la transformation des finances publiques par le recours à des technologies au service des citoyens	12 sept. 2023
Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation (SPR)	Lancement d'un ouvrage consacré à l'égalité femmes-hommes et au développement économique en Afrique subsaharienne	11 avril 2024
<b>Activités de sensibilisation</b>		
Département Afrique (AFR)	Édition d'octobre 2023 des <i>Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne</i>	7 nov. 2023
	Édition d'avril 2023 des <i>Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne</i>	7 juin 2023
Département des études (RES)	Activité de sensibilisation : chapitres analytiques des PEM	12 juin 2023
	Activité de sensibilisation : chapitres analytiques des PEM	9 nov. 2023
Institut pour le développement des capacités (ICD)	Réunion annuelle du CO pour l'exercice 2023	12 juil. 2024
	Réunion de milieu d'année du CO pour l'exercice 2024	12 avril 2024

**TABEAU 3. (SUITE) ÉVÉNEMENTS HORS COURS ORGANISÉS PAR L'IFA DURANT L'EXERCICE 2024**

Département	Thème	Dates
<b>Événements de la série de séminaires de recherche entre pairs</b>		
Département Afrique (AFR)	Réformes de la politique énergétique et de la réglementation du secteur de l'énergie en Afrique du Sud : promouvoir la concurrence tout en prenant en compte le changement climatique	2 mai 2023
	Stabilité du secteur bancaire en Sierra Leone : analyse économétrique	30 mai 2023
	Efficacité de la politique budgétaire dans la redistribution des richesses au Malawi	29 juin 2023
	Série de séminaires de recherche entre pairs – « Contraintes extérieures et procyclicité de la politique monétaire de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) »	31 juil. 2023
	Série de séminaires de recherche entre pairs – avril 2024	25 avril 2024
<b>Ateliers régionaux</b>		
Institut pour le développement des capacités (ICD)	Atelier d'une journée sur le changement climatique et les politiques macrofinancières	12 juil. 2023
AFRITAC Sud et Banque de réserve d'Afrique du Sud	Changement climatique et politiques macrofinancières – Afrique du Sud	5-9 juin 2024
AFRITAC Ouest	Atelier climat – Côte d'Ivoire	18-22 sept. 2023
AFRITAC Ouest 2 et Banque centrale du Nigéria	Atelier climat – Nigéria	25-29 sept. 2023

Le CO de l'IFA a tenu sa 10<sup>e</sup> réunion annuelle le 15 juin 2023, en République démocratique du Congo (RDC), à Kinshasa, sous la présidence du ministre des Finances de la RDC, M. Nicolas Kazadi Kadima-Nzuji. Le CO a fait les éloges des travaux de l'IFA et soutenu son programme de travail et le budget qui s'y rapporte pour l'exercice 2024, la dernière année pleine de l'actuelle phase II (exercices 2020-24) de ses activités. Cette réunion a également permis d'évoquer les besoins de modernisation des équipements et de changement de locaux, la question de la régionalisation des prestations, ainsi que de nouvelles pistes de modalités mixtes. À l'occasion d'une nouvelle réunion de milieu d'année, en avril 2024, le CO a approuvé le programme de travail du premier trimestre de l'exercice 2025, s'est penché sur des propositions de révision de ses procédures opérationnelles et d'amélioration de la

gouvernance de l'IFA, et a examiné une note stratégique sur la phase III. Le CO a également pris connaissance des conclusions formulées par des évaluateurs extérieurs, des perspectives financières et budgétaires, et de nouvelles informations concernant les locaux de l'IFA.

#### **SÉMINAIRES EN LIGNE**

L'IFA a lancé une série de séminaires en ligne consacrés au changement climatique, à commencer par trois événements au cours de l'exercice 2024. Cette série fait partie intégrante de la stratégie de développement des capacités de l'IFA en matière de changement climatique, et vise à encourager ses pays membres et leurs responsables politiques à discuter avec des universitaires des risques climatiques et des moyens pour les pouvoirs publics d'y faire face. Les trois événements en question étaient les suivants : une présentation du chapitre de [l'édition 2023 du Rapport](#)

[sur la stabilité financière dans le monde](#) consacré au rôle des politiques du secteur financier pour débloquer le financement d'actions en faveur du climat dans les pays émergents et pays en développement, un aperçu de la « boîte à outils » DIGNAD (acronyme anglais pour « dette-investissement-croissance et catastrophes naturelles »), et une étude de cas dite de « prospective stratégique et de pensée systémique » consacrée aux Seychelles. L'IFA a également organisé un séminaire en ligne sur la transformation des finances publiques et des activités de l'État, qui s'est penché sur le rôle que peuvent jouer les administrations publiques pour faciliter l'adoption de solutions numériques en intervenant à la fois du côté de l'offre et de la demande. Ce séminaire a souligné les importants avantages potentiels du numérique en matière de recouvrement des recettes, d'efficacité de la dépense publique, d'éducation, de santé et de protection sociale (voir section 1.C).



Séminaire en ligne inaugural de la série consacrée au changement climatique, consacré au rôle des politiques du secteur financier pour débloquer le financement d'actions en faveur du climat dans les pays émergents et pays en développement (novembre 2023).

**L'IFA a également animé des discussions sur les travaux du FMI sur le rôle de l'intégration commerciale en Afrique pour libérer le potentiel du continent dans un monde en pleine évolution.**

En collaboration avec le Centre d'études économiques et financières du FMI au Moyen-Orient (CEF) et le Centre régional d'assistance technique du Moyen-Orient (METAC), l'IFA a rassemblé plus de 500 responsables publics de toute l'Afrique pour discuter du potentiel de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), des réformes nécessaires et du surcroît de croissance économique qui pourrait en découler. M. Andrew Mold, représentant de la commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), a participé à cette discussion.

### SÉMINAIRES DE RECHERCHE ENTRE PAIRS

Depuis 2021, le département Afrique et l'IFA organisent ensemble une série de séminaires de recherche entre pairs, qui a pour but de favoriser l'extension de réseaux régionaux de recherche et de faciliter des échanges de vues et de connaissances sur la politique économique en Afrique subsaharienne. Les décideurs peuvent utiliser cette plateforme pour exposer leurs travaux analytiques et recueillir les observations de leurs pairs issus de différents pays, d'universitaires, de membres des services du FMI et d'autres parties prenantes. Les travaux de recherches sont sélectionnés par un comité et présentés à distance ; des services d'interprétation simultanée sont disponibles en anglais, français et portugais. Depuis le lancement de la série, 21 séminaires ont été organisés, dont trois au cours de l'exercice 2024.

### ATELIERS RÉGIONAUX

Au cours de l'exercice 2024, l'IFA a continué d'exécuter au niveau régional son programme de travail sur les questions relatives au changement climatique, en organisant quatre ateliers en collaboration avec d'autres AFRITAC. En juillet 2023, l'IFA a organisé, de concert avec l'Institut pour le développement des capacités, un atelier sur le changement climatique et les politiques macrofinancières et, avec les AFRITAC, des ateliers sur le changement climatique, au Nigéria et en Côte d'Ivoire. Les participants se sont vus présenter différents thèmes tels que les risques et les sources de vulnérabilité liés au changement climatique, le renforcement de la résilience par des mesures d'adaptation et d'atténuation, la gestion des risques pour les secteurs budgétaire et financier, et la mobilisation de financements en faveur de l'action pour le climat (voir section 1.C).

# PRIORITÉS STRATÉGIQUES DU FMI, SYNERGIES FORMATION-ASSISTANCE TECHNIQUE ET DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS EN LIEN AVEC LA SURVEILLANCE ET LES PROGRAMMES DU FMI

## PRIORITÉS STRATÉGIQUES DU FMI

Le programme de travail de l'IFA pour l'exercice 2024 a maintenu l'accent sur les formations consacrées au changement climatique, à l'égalité femmes-hommes, au numérique et à la viabilité de la dette. L'IFA a organisé 10 cours et 10 événements d'une autre nature sur ces thèmes essentiels (voir tableau 4).

### CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'IFA a largement traité ce thème lors de l'exercice 2024 à travers des cours, ateliers, séminaires en ligne et événements entre pairs. Il a notamment collaboré avec d'autres départements du FMI pour élargir l'accès aux compétences spécialisées du FMI dans ce domaine. Nous avons déjà mentionné sa nouvelle série de séminaires en ligne consacrés au changement climatique, ainsi que l'inclusion de ce thème dans la série de séminaires de recherche entre pairs.

L'édition 2024 du cours sur les *aspects macroéconomiques du changement climatique* a été suivie par 33 participants de 21 pays. Ce cours synthétise les connaissances scientifiques sur le changement climatique et les coûts économiques qu'il entraîne, examine les actions envisageables en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, et analyse les difficultés et possibilités que suppose une transition vers des modèles économiques plus verts. Le cours aborde également les risques pour le secteur financier, la viabilité de la dette, et les stratégies visant à faciliter la budgétisation verte et à élargir l'accès à des financements en faveur des actions pour le climat.

L'IFA a également inauguré le tout premier cours consacré à *l'intégration des questions climatiques dans les cadres macroéconomiques*, en février 2024. Ce cours a permis à des participants de 20 pays, représentant des ministères des Finances, du Plan

et de l'Environnement, des banques centrales et des conseils climatiques, de prendre connaissance d'un ensemble d'outils mis au point par le FMI pour intégrer les questions climatiques dans les politiques publiques. Ils ont eu l'occasion d'évaluer les effets des chocs climatiques sur la situation macroéconomique et sur la dette et de se pencher sur les arbitrages qu'il incombe aux décideurs d'effectuer pour mettre en œuvre des mesures d'adaptation et accroître la capacité de résistance de l'économie.

Une version d'une journée de l'atelier sur le *changement climatique et les politiques macrofinancières* s'est également tenue au bénéfice de 40 fonctionnaires et représentants d'entités parapubliques de Maurice.

Les ateliers en personne sur les questions relatives au changement climatique ont bénéficié d'un partenariat avec les AFRITAC, afin d'assurer une large couverture régionale. Fort du succès de

**TABEAU 4. COURS PORTANT SUR DES PRIORITÉS STRATÉGIQUES DU FMI DISPENSÉS PAR L'IFA**

Intitulé du cours	Participation féminine (en %)	Part des participants issus de pays fragiles (en %)	Satisfaction globale	Acquis d'apprentissage <sup>1</sup>	Ratio candidats/participants
Monnaies numériques de banque centrale (V)	28	28	4,5	14,8	6,3
Aspects macroéconomiques du changement climatique	48	30	4,8	28,0	8,5
Développement du marché des technologies financières et conséquences réglementaires	56	47	4,6	10,7	7,9
Inégalités entre les genres et macroéconomie (V)	61	45	4,7	8,0	3,5
Intégration des questions climatiques dans les cadres macroéconomiques	34	46	4,5	--	10,2
Questions relatives aux politiques de dépenses : réformes des subventions énergétiques (V)	31	38	4,5	14,9	2,4
Principaux enjeux de la réglementation et de la surveillance des technologies financières	47	33	4,8	--	5,2
Intégration des risques climatiques dans les dispositifs de réglementation et de contrôle (V)	41	46	4,2	13,5	3,2
Monnaies numériques de banque centrale : examen approfondi (V)	33	29	4,5	11,7	2,7
Statistiques sur l'environnement et le changement climatique pertinentes sur le plan macroéconomique (V)	51	32	4,4	17,7	2,3

Source : services de l'IFA.

<sup>1</sup> Amélioration (en points de pourcentage) de la note moyenne obtenue au questionnaire de fin de cours par rapport à celle obtenue au questionnaire préliminaire.

deux ateliers de formation régionaux début 2023 en Afrique de l'Est et en Afrique australe, l'IFA a organisé deux ateliers supplémentaires en septembre 2023, en Côte d'Ivoire (en partenariat avec AFW et AFC) et au Nigéria (en partenariat avec AFW2). Ces ateliers comportaient une conférence sur l'évaluation de la gestion des investissements publics pour le climat (EGIP-C). Ils ont réuni un total de 98 participants autour de thèmes essentiels tels que les risques et les facteurs de vulnérabilité liés au changement climatique, les politiques d'adaptation et d'atténuation, les risques associés au secteur financier, les risques pour les finances publiques, et se sont familiarisés avec des outils mis au point par le FMI pour aider les pouvoirs publics à prendre en

compte les catastrophes naturelles et le changement climatiques dans leurs politiques. Les participants ont pu échanger leurs points de vue par l'intermédiaire d'exposés portant sur différentes situations nationales.

**L'IFA a collaboré avec FAD sur un cours portant sur les réformes des subventions énergétiques, consacré aux récentes évolutions dans le domaine des subventions aux combustibles, à leurs effets macroéconomiques et à leurs implications sociales.** À partir d'études de cas nationales, ce cours décrit les principaux facteurs de réussite des réformes, tels que les mesures destinées à protéger les couches les plus modestes de la population des effets de la baisse des subventions, la mise en œuvre d'un mécanisme

de tarification automatique et la conception d'une stratégie de communication efficace. La mise en commun de diverses expériences nationales était un élément central de ce cours.

**L'IFA a aussi dispensé un cours de STA sur les statistiques environnementales et climatiques pertinentes sur le plan macroéconomique, ainsi qu'un cours de MCM sur l'intégration du risque climatique dans le cadre de réglementation et de supervision.** À l'occasion de ce dernier cours, des représentants des banques centrales du Brésil, d'Afrique du Sud et du Ghana, de la Banque centrale européenne, de l'autorité canadienne de contrôle du secteur financier (BSIF) et de l'Autorité bancaire européenne ont été invités à intervenir en qualité de conférenciers.



Cours consacré aux *principaux enjeux de la réglementation et de la surveillance des technologies financières* dispensé en octobre 2023.

macroéconomiques sur les hommes et les femmes, et souligne l'importance de l'égalité entre les genres pour une reprise inclusive et durable. Ce cours présente des mesures concrètes pour réduire les inégalités femmes-hommes. La forte implication des participants a donné lieu à des discussions animées, bien que le cours ait été dispensé à distance.

**L'IFA a également organisé le lancement d'un ouvrage sur l'égalité femmes-hommes et le développement économique en Afrique subsaharienne.** Ce livre, coécrit par des membres des services du FMI, de la Banque mondiale, d'ONU Femmes et d'autres institutions, sera le sujet de prochains séminaires en ligne coorganisés par l'IFA, METAC, et le centre de formation et d'assistance technique en Asie du Sud (SARTTAC), au cours de l'exercice 2025.



Cours organisé avec la BAfD sur *la plateforme de données ouverte et l'autoroute africaine de l'information* dispensé en décembre 2023

#### NUMÉRIQUE

**Durant l'exercice 2024, les activités dans ce domaine ont porté sur les technologies financières et les technologies au service des citoyens, eu égard à leur potentiel d'augmentation de la croissance, de réduction de la pauvreté et des inégalités, et d'amélioration de la gouvernance.** L'IFA a dispensé deux cours sur les monnaies numériques de banque centrale (MNBC) ; le premier traitait des aspects de politique macroéconomique, tandis que le second était consacré aux questions de conceptions et de processus. Les implications des MNBC pour la stabilité financière, l'intermédiation bancaire, la transmission de la politique monétaire, l'intégrité financière et l'inclusion financière faisaient partie des thèmes abordés. Les questions relatives à la réglementation ont également été abordées. Les études de cas ont permis aux participants de chercher à comprendre pourquoi certaines stratégies ont fonctionné, tandis que d'autres banques centrales ont choisi de ne pas se doter de MNBC.

#### ÉGALITÉ DES SEXES

**En début d'année 2024, l'Institut pour le développement des capacités a dispensé à l'IFA un cours intitulé *Inégalités entre les genres et macroéconomie*.** Ce cours, inauguré à l'IFA lors de l'exercice 2022 et dispensé chaque

année depuis, continue de susciter beaucoup d'intérêt auprès de ses pays membres. Il donne un aperçu des liens existant entre égalité femmes-hommes et variables macroéconomiques, met en évidence la disparité des effets de la COVID-19 et de ses conséquences

**Le département des marchés monétaires et de capitaux a dispensé un cours consacré aux principaux enjeux de la réglementation et du contrôle des technologies financières.** Ce cours a

porté sur les évolutions mondiales dans le domaine de la réglementation des technologies financières (« FinTech »), sur l'impact des activités des géants du numérique (« BigTech ») sur les services financiers, et sur les conséquences sur l'action publique d'une réglementation neutre sur le plan des technologies. Il a aussi traité de l'essor des technologies de surveillance financière (« SupTech ») et de la nécessité d'une collaboration entre les secteurs public et privé en matière de technologies de réglementation financière (« RegTech »). Le cours a abordé les monnaies numériques publiques et privées, leurs conséquences sur l'action publique, leurs effets macrofinanciers et les risques qui y sont associés. Des études de cas pratiques ont examiné la réglementation des technologies financières, et des exercices d'autoévaluation ont porté sur les principaux enjeux des monnaies numériques. L'Institut pour le développement des capacités a également dispensé un cours d'introduction complémentaire sur l'essor des marchés des technologies financières et ses implications en matière de réglementation et de contrôle.

**De plus l'IFA a consacré un séminaire en ligne aux conclusions d'une note des services du FMI portant sur la manière dont les pouvoirs publics peuvent pleinement tirer parti des solutions numériques ([Note des services du FMI](#)).** Le séminaire en ligne a porté sur la manière dont les administrations publiques peuvent faciliter l'adoption de solutions numériques en intervenant aussi bien du côté de l'offre (en investissant dans les infrastructures) que de celui de la demande (en rendant Internet plus abordable) ; il s'est également penché sur les avantages potentiels du numérique pour le recouvrement des recettes publiques, l'efficacité des dépenses, l'éducation,

**Value-added tax (VAT)**  
(history)

France and Germany developed concept (1920s)

France (1948)

EEG (1960s)

Now: >170 countries

*Cours sur la politique et l'administration fiscales : théorie et pratique dispensé en novembre 2023.*

la santé et la protection sociale. La nécessité de réformes complémentaires a aussi été soulignée, afin d'assurer que les pouvoirs publics puissent pleinement bénéficier du passage au numérique tout en maîtrisant les risques qui y sont associés.

**L'IFA a poursuivi sa collaboration avec le département des statistiques du FMI et la BAfD sur l'autoroute de l'information en Afrique.** L'atelier, auquel ont assisté 46 participants issus de divers pays d'Afrique subsaharienne, visait à accroître leur aptitude à diffuser plus rapidement certaines données macroéconomiques, en particulier s'agissant des pages nationales de données récapitulatives (PNRD) des pays lusophones ou anglophones participant au système général de diffusion des données renforcé du FMI. Il s'agissait également de rappeler la nécessité d'assurer un plus large accès aux données, en poursuivant la mise en œuvre d'un projet financé par la BAfD et la Fondation Bill et Melinda Gates.

#### VIABILITÉ DE LA DETTE

**Le soutien aux pays d'Afrique subsaharienne désireux de remédier aux facteurs de vulnérabilité liés à leur endettement est resté un élément central de l'action de l'IFA.** Le cours du département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI à

destination des pays membres francophones sur le *cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu*, qui constitue une introduction approfondie au cadre actuel, s'est avéré particulièrement utile. Ce cadre oriente les pays et les bailleurs de fonds soucieux de mobiliser les financements nécessaires au développement des pays à faible revenu tout en se prémunissant contre des niveaux de risque de surendettement trop élevés. Plusieurs séances ont été consacrées aux liens entre le cadre macroéconomique et la dynamique de l'endettement, aux outils de réalisme, aux tests de résistance, aux seuils de capacité d'endettement, au recours à des éléments d'appréciation et à détermination des notations définitives.

**Le département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation, de concert avec le département juridique et le département des marchés monétaires et de capitaux, a également dispensé le premier cours en personne sur la viabilité de la dette et les restructurations.** Il s'agissait du premier cours en personne sur ce thème, après trois cours à distance organisés lors des années précédentes. Ce cours a aidé les participants à évaluer la viabilité de la dette et à atténuer les risques associés à l'endettement, et leur a présenté certains aspects du processus de restructuration de la

dette souveraine, notamment pour ce qui concerne le rôle et les politiques du FMI. Les participants ont trouvé pertinents les thèmes abordés, à une période où l'Afrique subsaharienne connaît des niveaux élevés d'endettement souverain, qui donne lieu à des négociations de plus en plus complexes.

**Le cours sur les projections de la dette publique à l'aide de l'outil d'analyse de la dynamique de la dette publique dispensé par l'Institut pour le développement des capacités** a porté sur les manières d'établir des projections sur l'encours de la dette publique au fil du temps selon différents scénarios, dont un scénario de référence, et sur les façons d'estimer les ajustements budgétaires nécessaires pour atteindre un objectif d'endettement déterminé à l'aide de l'outil d'analyse de la dynamique de la dette publique.

## **SYNERGIES ENTRE FORMATIONS ET ASSISTANCE TECHNIQUE**

**L'IFA a œuvré au renforcement des synergies entre les formations et l'assistance technique, au regard des demandes des pays membres et en coordination avec les centres régionaux de développement des capacités.**

Non seulement les formations de base conçues par l'Institut pour le développement des capacités permettent

aux bénéficiaires de profiter au mieux de l'assistance technique, mais elles enrichissent le dialogue entre les pays membres et les équipes du FMI. L'apprentissage par les pairs à l'occasion de formations ou de séminaires en ligne permet la formation de « communautés de praticiens » au niveau régional.

Par exemple, le cours du département des statistiques sur les *indicateurs à haute fréquence de l'activité économique/comptes nationaux trimestriels* a permis aux participants d'acquérir des connaissances complètes sur les concepts, données de base et techniques statistiques en la matière. Les participants ont appris à recenser et à évaluer les sources de données disponibles aux fins de l'établissement des comptes nationaux trimestriels et des indicateurs à haute fréquence de l'activité économique, à puiser dans des bases de données actualisées en temps réel pour évaluer la qualité de ces derniers, et à mettre en œuvre une politique de révision adaptée.

**Le thème de la mobilisation de recettes intérieures a été traité à l'occasion d'un cours à distance intitulé *Politique et administration fiscales : théorie et pratique*.** Ce cours présenté par le département des finances publiques a permis aux participants d'acquérir des connaissances de base sur la manière dont les services du FMI évaluent les

systèmes fiscaux de différents pays, sur la façon d'améliorer la conception des politiques fiscales et sur les changements qu'il convient d'apporter à l'administration fiscale pour accroître les recettes publiques. Le cours a porté sur les principaux enjeux de la conception et de la mise en œuvre des politiques fiscales, et sur l'adoption de pratiques garantant de l'efficacité de l'administration fiscale. Les participants ont évoqué les difficultés communes qui font obstacle à l'augmentation de leurs recettes publiques par leurs administrations respectives, et les experts du département des finances publiques ont souligné le rôle joué par le FMI aux côtés des ministères des Finances pour améliorer les systèmes fiscaux et augmenter les recettes pour atteindre des objectifs sociaux et de développement.

**Un cours du département des statistiques sur les *statistiques de la dette extérieure*** a permis aux participants d'acquérir de solides connaissances sur les normes internationales d'établissement de statistiques dans ce domaine. Ce cours a également prodigué aux participants des conseils pratiques sur les sources de données, sur les techniques statistiques et sur l'analyse des données, en tenant compte de l'évolution des marchés financiers internationaux.

# FORMATIONS DISPENSÉES EN COLLABORATION AVEC LE SIÈGE DU FMI ET DES CRAT

**L'IFA a organisé plusieurs formations en étroite coopération avec AFRITAC Sud,** avec lequel il partage des locaux et des équipements informatiques : ainsi, au cours de l'exercice 2024, il a contribué à l'organisation de huit formations aux côtés d'AFRITAC Sud (voir tableau 6).

**En collaboration avec AFRITAC Sud et la SARB, l'IFA a également organisé un atelier régional sur le changement climatique et les politiques macrofinancières, qui s'est tenu à Johannesburg** et à réuni 30 fonctionnaires issus de dix pays membres d'AFRITAC Sud. Les participants se sont vus présenter différents thèmes tels que les risques et les facteurs de vulnérabilité liés au changement climatique, le renforcement de la résilience

à l'aide de mesures d'adaptation et d'atténuation, la gestion des risques pour les secteurs budgétaire et financier, et la mobilisation de financements de l'action climatique. Ils se sont familiarisés avec des outils mis au point par le FMI pour intégrer les risques de catastrophes naturelles et les risques climatiques dans les cadres des politiques publiques, et ont présenté des exposés sur la situation de leurs pays respectifs, ce qui leur a permis d'apprendre les uns des autres. Des partenaires extérieurs, tels que le bureau britannique des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement (FCDO), l'agence des États-Unis pour le développement international

et le Fonds vert pour le climat, ont également participé à ces événements.

**En collaboration avec le secrétariat du programme TADAT (outil diagnostique d'évaluation de l'administration fiscale), l'IFA a contribué à l'organisation de deux ateliers régionaux.** Quatre-vingt-dix-sept fonctionnaires sont venus en personne pour y assister, aidés par des services d'interprétation simultanée. Ces ateliers étaient l'occasion de faire le bilan des dix ans d'existence de l'outil TADAT et d'évaluer son influence sur la conception et la mise en œuvre de réformes de l'administration fiscale. La mise à jour en cours du guide d'évaluation de terrain du TADAT tiendra compte des observations formulées par les participants à ces ateliers.

**TABLEAU 5. FORMATIONS ORGANISÉES AVEC DES CRAT ET LE SIÈGE DU FMI**

Intitulé du cours	Partenaires	Dates	Dates	Langues <sup>1</sup>	Nombre de participants	Part des femmes (en %)
Gestion de la dette souveraine dans des conditions de marché défavorables	AFRITAC Est	15 mai 2023	17 mai 2023	A/F/P	33	24
Enquête internationale sur l'administration des recettes (ISORA)	FAD	14 août 2023	18 août 2023	A/F/P	43	30
Gouvernance en matière de données budgétaires	FAD	4 sept. 2023	8 sept. 2023	A/F/P	26	42
Gestion des risques budgétaires, pays lusophones ou francophones	IFA/FAD	30 oct. 2023	3 nov. 2023	A/F/P	26	38
Analyse des politiques monétaire et budgétaire à l'aide des modèles dynamiques d'équilibre général stochastique	ICD	13 nov. 2023	24 nov. 2023	A/F/P	23	43
Moderniser les procédures douanières pour atteindre les objectifs de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)	FAD	20 nov. 2023	22 nov. 2023	A/F/P	24	42
Outil diagnostique d'évaluation de l'administration fiscale (TADAT)	FAD/ Secrétariat TADAT	27 mars 2024	29 mars 2024	A/F	52	13
Outil diagnostique d'évaluation de l'administration fiscale (TADAT)	FAD/ Secrétariat TADAT	1 <sup>er</sup> avril 2024	3 avril 2024	A/F/P	45	18

Source : services d'AFRITAC Sud.

<sup>1</sup>La mention A/F/P désigne des cours dispensés en anglais avec interprétation vers le français et le portugais.

# ACTIVITÉS DE COLLECTE DE FONDS AU COURS DE L'EXERCICE 2024

**Au cours de l'exercice 2024, les activités de collecte de fonds de l'IFA ont eu pour objectif principal de se rapprocher d'éventuels bailleurs de fonds et de mobiliser ses pays membres, tout en assurant une meilleure visibilité de ses activités.** La conférence organisée pour son dixième anniversaire et la réunion de son CO ont été l'occasion pour l'IFA d'encourager ses pays membres à lui montrer leur attachement en le soutenant et en assurant la viabilité de ses activités sur le long terme. En outre, l'IFA a poursuivi

ses démarches auprès de possibles bailleurs de fonds pour s'assurer des financements supplémentaires.

Au cours de l'exercice 2024, malgré les conditions budgétaires et financières difficiles que connaissent certains de ses pays membres, l'IFA a mené à son terme la signature d'accords avec Eswatini et les Seychelles, pour un total de 650 000 dollars au titre de la phase II, ainsi qu'avec le Ghana, le Kenya, l'Afrique du Sud, la Tanzanie et l'Ouganda, pour un total de 2 millions de dollars au titre de la phase III. Grâce

à la toute première contribution de l'UE à ses activités, l'IFA a été en mesure de mettre en œuvre l'intégralité de son plan de travail pour l'exercice 2024. Désormais, les activités de collecte de fonds porteront essentiellement sur la phase III. Bien que les besoins de financement de l'IFA aient diminué, à la faveur de la hausse des contributions de ses pays membres et de la générosité de Maurice, qui a bien voulu décaisser sa contribution de manière anticipée, sa situation financière reste délicate et doit être suivie de près.



SECTION II

PROGRAMME POUR  
L'EXERCICE 2025

# PROGRAMME DE TRAVAIL POUR L'EXERCICE 2025

## **L'exercice 2025 et la phase III des activités de l'IFA ont commencé en mai 2024, et ce dernier est déterminé à satisfaire la forte demande exprimée par ses pays membres.**

Dans un contexte de financement difficile et incertain, il a fallu nécessairement prendre en compte les lourdes contraintes pesant sur les ressources – financières, humaines et physiques – au moment d'établir le programme de travail de l'exercice 2025. Le programme de travail de l'exercice 2025 a donc tenté à la fois de s'appuyer sur une enveloppe de financement réaliste pour satisfaire les demandes prioritaires des pays membres, et de ne modifier qu'à la marge le volume de formations. Cette manière de procéder s'est fondée sur l'hypothèse que l'IFA parviendrait vraisemblablement à combler son déficit de financement et sur la nécessité d'éviter les coûts que pourraient entraîner une forte réduction des activités de développement des capacités durant la période critique que nous traversons. Au total, 33 cours sont prévus pour l'exercice 2025, contre 43 lors de l'exercice 2024. L'Institut pour le développement des capacités en dispensera la moitié (17), suivi par le département des statistiques et le département des marchés monétaires et de capitaux, qui prendront en charge respectivement cinq et quatre cours. Conformément aux préférences des pays membres, le nombre de cours en personne restera le même que lors

de l'exercice précédent (22), ce qui signifie que la baisse du total des cours tient à une diminution des formations à distance. Il convient de noter que la générosité de Maurice, qui a bien voulu accélérer le décaissement de ses contributions au titre de l'exercice 2026, a permis d'empêcher une réduction plus marquée du volume des cours (voir section III). En outre, des entités extérieures à l'IFA ont joué un rôle crucial en apportant leur appui à certaines formations ; dans ce contexte, le FMI et JICA (l'agence japonaise de coopération internationale) ont prolongé leur partenariat prometteur, qui bénéficiera à trois cours lors de l'exercice 2025. L'IFA a également collaboré avec plusieurs départements et centres régionaux d'assistance technique du FMI en vue de trouver des financements supplémentaires à l'appui de ses activités.

**La répartition entre cours à distance et cours en personne/hybrides a fait l'objet d'un calibrage minutieux.** Le plan de travail pour l'exercice 2025 comporte 22 cours en personne (dont deux cours régionaux), cinq cours à distance, et six cours associant des composantes à distance et en personne. La réduction des cours à distance par rapport à l'exercice 2024 tient compte des observations formulées par les participants dans les enquêtes de fin de cours, par les départements directement concernés et par les équipes enseignants, qui sont tous favorables à un retour aux cours en personne, de nature à améliorer

l'efficacité des formations. Si les cours à distance présentent un bon rapport coût-efficacité – ils coûtent environ trois fois moins cher que les cours en personnes – et donnent lieu à d'assez bons acquis d'apprentissage, plusieurs facteurs peuvent toutefois limiter leur efficacité, comme des coupures de courant fréquentes et imprévisibles et des difficultés de connexion à Internet, problèmes aggravés par les chocs climatiques survenus dans de nombreux pays au cours de l'exercice 2024. Pour tirer le meilleur parti des financements limités dont il dispose, l'IFA continuera de dispenser des cours à distance, mais le programme de travail pour l'exercice 2025 fait la part belle aux cours en personne. Comme lors des exercices précédents, plusieurs considérations essentielles ont présidé au choix des cours inscrits au programme : demande non satisfaite<sup>4</sup>, niveau de difficulté des cours (introductif, intermédiaire, avancé), domaines stratégiques prioritaires (changement climatique, numérique, égalité femmes-hommes), et synergies possibles avec des activités d'assistance technique ou de surveillance et des programmes du FMI en Afrique subsaharienne.

<sup>4</sup> Les participants sont encouragés à suivre les cours en ligne proposés par le programme de formation en ligne du FMI avant d'assister à certains cours de l'IFA. Ces cours en ligne peuvent permettre de répondre à la demande non satisfaite dans la région.

**Le programme de travail de l'IFA pour l'exercice 2025 comporte également 33 événements hors-cours, principalement à distance, qui complètent et renforcent son offre.** Il y aura 11 événements de plus que pendant l'exercice 2024, ce qui tient à l'importance accrue accordée aux domaines du changement climatique, de l'égalité femmes-hommes et de la statistique, ainsi qu'au regroupement en quatre séances thématiques de la série de séminaires de recherche entre pairs, qui seront consacrées à 17 travaux de recherche publiés par des spécialistes de divers pays d'Afrique subsaharienne.

**Comme lors des exercices précédents, le programme de travail pour l'exercice 2025 prévoit des formations qui relèvent aussi bien des domaines de spécialité du FMI – les politiques macroéconomiques et financières – que des enjeux stratégiques correspondant à l'évolution des besoins institutionnels.** Le programme de travail comporte sept cours et treize événements d'une nature différente sur le changement climatique, le numérique, l'égalité femmes-hommes, la gouvernance et la lutte contre la corruption. Fort du succès de la série de séminaires en ligne sur le changement climatique qu'il a récemment lancée et au vu de la forte demande des pays membres sur le thème de l'égalité entre les genres en matière économique, l'IFA a augmenté le nombre de séminaires en ligne consacrés à ces questions dans son programme de travail pour l'exercice 2025. Pour pouvoir continuer à augmenter son offre de formations dans ces domaines stratégiques qui suscitent une forte demande, par exemple s'agissant des enjeux liés au changement climatique, l'IFA a besoin que ses pays membres et ses partenaires extérieurs lui accordent des financements et des aides en nature.

**Pour accroître l'efficacité de ses activités et intégrer davantage ses formations aux activités d'assistance technique et de surveillance, le programme de l'exercice 2025 et la phase III tiendront compte de l'évaluation à mi-parcours et de la revue de la stratégie de développement des capacités.** Conformément aux recommandations de l'évaluation à mi-parcours, l'IFA demandera aux participants de répondre à des enquêtes de fin de cours et se rapprochera des directeurs d'institutions régionales pour mieux comprendre les besoins de formations et les priorités institutionnelles. La revue de la stratégie de développement des capacités, menée tous les cinq ans et approuvée par le conseil d'administration du FMI en 2024, a réaffirmé l'importance du rôle joué par les centres régionaux de développement des capacités pour dispenser les activités du FMI dans ce domaine et recommandé une évaluation périodique de la composition de ces activités, et notamment leur couverture régionale, ainsi que le suivi des structures d'affectation budgétaire. L'IFA envisagera des pistes de formation à destination des cadres supérieurs et s'attachera à sélectionner des cohortes susceptibles de progresser des cours introductifs aux cours avancés de son programme de formation. En outre, la prochaine évaluation extérieure du programme de formations prendra en compte les contributions des centres de formation régionaux pour proposer davantage d'activités de développement des capacités adaptées aux besoins spécifiques des pays bénéficiaires.

**Même après avoir légèrement réduit le volume de son programme de travail pour l'exercice 2025, l'IFA devrait continuer de fonctionner à pleine capacité.** Le recrutement d'un nouveau responsable informatique

auxiliaire pour l'exercice 2025 a renforcé la capacité informatique de l'IFA, ce qui s'imposait au vu de l'augmentation des activités organisées et des événements à distance ces dernières années. Les ressources administratives de l'IFA devraient être pleinement mises à contribution pendant l'exercice 2025, notamment parce que les cours en personne nécessitent davantage de moyens et d'organisation. Par ailleurs, l'organisation de davantage de formations au niveau régional et la collaboration accrue avec des partenaires de formation compliquent la nature des activités. L'IFA prévoit de recruter un responsable des programmes au cours de l'exercice 2025 et de pourvoir un poste vacant de responsable financier.

**Lors de la 11<sup>e</sup> réunion du CO à Dar es Salaam en juillet 2024, celui-ci a approuvé le programme de travail de l'exercice 2025.** Le CO a également approuvé une mise à jour des procédures opérationnelles visant à améliorer la gouvernance de l'IFA, de manière à ce que l'ensemble des pays membres, et non plus les seuls contributeurs, soient admis au CO. Le CO a fait part de sa préoccupation au sujet du déficit de financement pour la phase III, et a reconnu que le volume des formations risquait d'être réduit alors même que la région traverse une période critique de son développement. Le CO a également souligné la nécessité de moderniser les locaux de l'IFA pour assurer aux participants les meilleures conditions d'apprentissage et s'est dit favorable à la poursuite des partenariats qui lient l'IFA aux centres régionaux de développement des capacités du FMI et à d'autres partenaires extérieurs aux fins de répondre efficacement et à moindre coût à la demande encore non satisfaite.

### ENCADRÉ 3. EXAMEN DE LA STRATÉGIE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

Tous les cinq ans, le FMI entreprend une revue complète de sa stratégie de développement des capacités. Ces examens réguliers sont essentiels pour s'assurer que les activités de développement des capacités menées par le FMI conservent une qualité élevée et continuent de répondre aux besoins prioritaires des pays membres. Les deux précédentes revues, effectuées en 2013 et 2018, ont abouti à une série de réformes visant à accroître l'efficacité et l'incidence des activités de développement des capacités, tout en renforçant la gouvernance interne.

La revue de 2024 s'appuie sur ces réformes, qui ont contribué à plus de flexibilité, à une meilleure intégration avec les autres activités du FMI, et à une meilleure adaptation aux besoins de ses pays membres. Cette revue a bénéficié de la récente évaluation indépendante des activités de développement des capacités du FMI et de diverses contributions, notamment des enseignements tirés de consultations internes et externes avec les parties prenantes, des conclusions d'enquêtes auprès des bénéficiaires et des partenaires pour le développement, des études analytiques menées par les services du FMI, et des recommandations d'un groupe consultatif externe.

#### Résumé des recommandations

Les propositions de réforme de la revue 2024 se concentrent sur six domaines clés : renforcer la hiérarchisation et l'intégration des activités de développement des capacités pour répondre à l'évolution des besoins des pays membres, améliorer le modèle de financement pour réduire les risques, améliorer le suivi et l'évaluation, moderniser les modalités d'exécution, accroître la présence sur le terrain et revoir les politiques de ressources humaines applicables aux membres des services chargés des activités de développement des capacités.

Si l'équilibre actuel entre développement des capacités, surveillance et prêts est globalement satisfaisant, une hiérarchisation des priorités s'impose pour répondre aux besoins les plus urgents et les plus changeants de nos pays membres. Il est essentiel de collaborer étroitement avec les autorités pour fixer les priorités afin de garantir leur adhésion, et il serait judicieux d'approfondir l'intégration des activités de développement des capacités avec les activités de surveillance et de prêt du FMI, notamment en s'assurant que les rapports des services couvrent davantage les situations des pays fortement bénéficiaires d'activités de développement des capacités.

Le financement extérieur a multiplié les possibilités ouvertes au FMI en matière de développement des capacités, ce qui lui permet de mieux répondre aux besoins de ses pays membres. Cependant, si le financement externe joue un rôle fondamental, il présente également certains risques. Pour les réduire, il convient de poursuivre les efforts visant à accroître la flexibilité et la diversité des sources de financement par le biais d'instruments régionaux et thématiques, et d'envisager la mise en place d'un mécanisme de stabilisation du développement des capacités.

L'amélioration du suivi et de l'évaluation du programme de développement des capacités du FMI lui permettra de mieux démontrer son incidence et son efficacité. Il s'agit notamment d'améliorer le cadre de gestion des résultats, par exemple en élaborant des cadres de résultats stratégiques, en obtenant des accords explicites avec les autorités nationales sur les résultats ciblés et les engagements de ressources, en élaborant des cadres de résultats stratégiques au niveau des projets et en mettant en place des mécanismes normalisés pour utiliser les informations de suivi et d'évaluation afin d'éclairer

directement les priorités en matière de développement des capacités.

Il est essentiel de continuer à moderniser la mise en œuvre d'activités de développement des capacités adaptées aux besoins spécifiques des pays, en combinant prestations en personne et à distance et en intégrant l'assistance technique et la formation. Même si les formations en personne resteront un élément central du programme de développement des capacités du FMI, il est possible d'être plus efficace en tirant parti d'avancées technologiques pour combiner différentes modalités de prestation. Le choix des modes de prestation doit être adapté à la situation de chaque pays et à la capacité d'absorption des autorités, en particulier dans les pays fragiles et en conflit et les petits États en développement. Une revue du programme de formation externe du FMI viendra compléter ces démarches.

La présence sur le terrain, en particulier à travers le réseau mondial des centres régionaux de développement des capacités, est devenue un élément fondamental du modèle de développement des capacités du FMI. La revue reconnaît que les centres régionaux de développement des capacités font désormais partie intégrante du FMI et de sa stratégie de développement des capacités, et propose des mesures visant à renforcer l'efficacité de ce réseau, notamment en éclaircissant les structures de gouvernance des différents centres, en examinant régulièrement leur périmètre d'action, et en introduisant en tant que de besoin des modifications à leur mode de financement et à leurs cadres administratifs.

On ne saurait trop insister sur l'importance de politiques appropriées en matière de ressources humaines pour maintenir la qualité et la continuité des activités de développement des capacités. À moyen terme, une

revue stratégique du cadre des ressources humaines applicable aux services chargés du développement des capacités viendra compléter les initiatives existantes en matière de ressources humaines, comme les démarches visant à améliorer le cadre de l'emploi local. L'objectif principal est d'améliorer la mobilité et les possibilités de progression de carrière pour les économistes spécialisés et les experts du développement des capacités, notamment en ajustant et en harmonisant les politiques et les pratiques pour ces carrières.

### **Coordination avec les partenaires pour le développement**

La coordination avec les partenaires pour le développement est essentielle pour améliorer l'efficacité et l'impact des activités de développement des capacités, et constitue un élément clé du modèle de mise en œuvre du FMI dans ce domaine. Les bénéficiaires d'activités de développement des capacités dans les pays membres, les organismes qui dispensent ces activités,

les partenaires pour le développement et les départements du FMI directement concernés soulignent tous l'importance de la coordination pour éviter les doublons et les chevauchements, afin d'assurer l'allocation efficace de ressources limitées en réponse à la forte demande des pays membres.

Si les départements du FMI associés aux activités de développement des capacités se coordonnent régulièrement avec des prestataires extérieurs dans des domaines essentiels, tels que la mobilisation des recettes intérieures et les opérations des banques centrales, l'importance croissante de la coordination dans les domaines stratégiques est de plus en plus reconnue. Par exemple, la coordination sur les questions climatiques ou les monnaies numériques est essentielle, en raison de la nature transversale de ces sujets et de l'intégration continue de ces domaines stratégiques dans le noyau dur des compétences du FMI.

Parmi les bonnes pratiques identifiées dans ce domaine, on peut citer

l'importance croissante accordée à une coopération efficace avec d'autres prestataires sur le terrain, souvent facilitée par les représentants résidents du FMI. En outre, la planification et la définition des priorités internes du FMI, d'une part, et ses initiatives de coordination et de coopération en matière de développement des capacités, d'autre part, se renforcent mutuellement. À moyen terme, les efforts se poursuivront pour rendre la coordination plus systématique et pour approfondir le travail de collaboration avec d'autres organismes de développement des capacités, notamment en tirant davantage parti de la présence croissante du FMI sur le terrain.

### **Pour en savoir plus :**

[Review of the Fund's Capacity Development Strategy—Towards a More Flexible, Integrated, and Tailored Model.](#)

[Review of The Fund's Capacity Development Strategy—Background Papers.](#)

## SECTION II

## A

## FORMATIONS

**Le programme de l'IFA pour l'exercice 2025 comporte un total de 33 cours dispensés par différents départements du FMI.** Le nombre de cours en personne restera le même que lors de l'exercice précédent (22), tandis que les cours à distance et à modalités de livraison mixtes verront leur nombre passer de 20 à 11 (voir tableau 4 du texte). Vu le nombre moyen de participants par cours (33)

observé ces dernières années, environ 1 200 personnes devraient suivre les cours de l'IFA lors de l'exercice 2025.

**Plusieurs considérations essentielles ont présidé à la sélection des cours pour l'exercice 2025, comme les contraintes de financement, les priorités des pays membres et les observations formulées par les participants à l'issue des cours.**

Pour réduire la demande non satisfaite, l'IFA a accordé la priorité aux

cours dont le ratio candidats/participants – dont il constitue une mesure indirecte – était le plus élevé durant la période des exercices 2020-23 (voir graphique 8), ainsi qu'aux cours ayant reçu une note de satisfaction globale d'au moins 4,5 sur 5. Par ailleurs, le programme de formation s'aligne sur le programme de travail des départements du FMI qui organisent des activités de développement des capacités et des

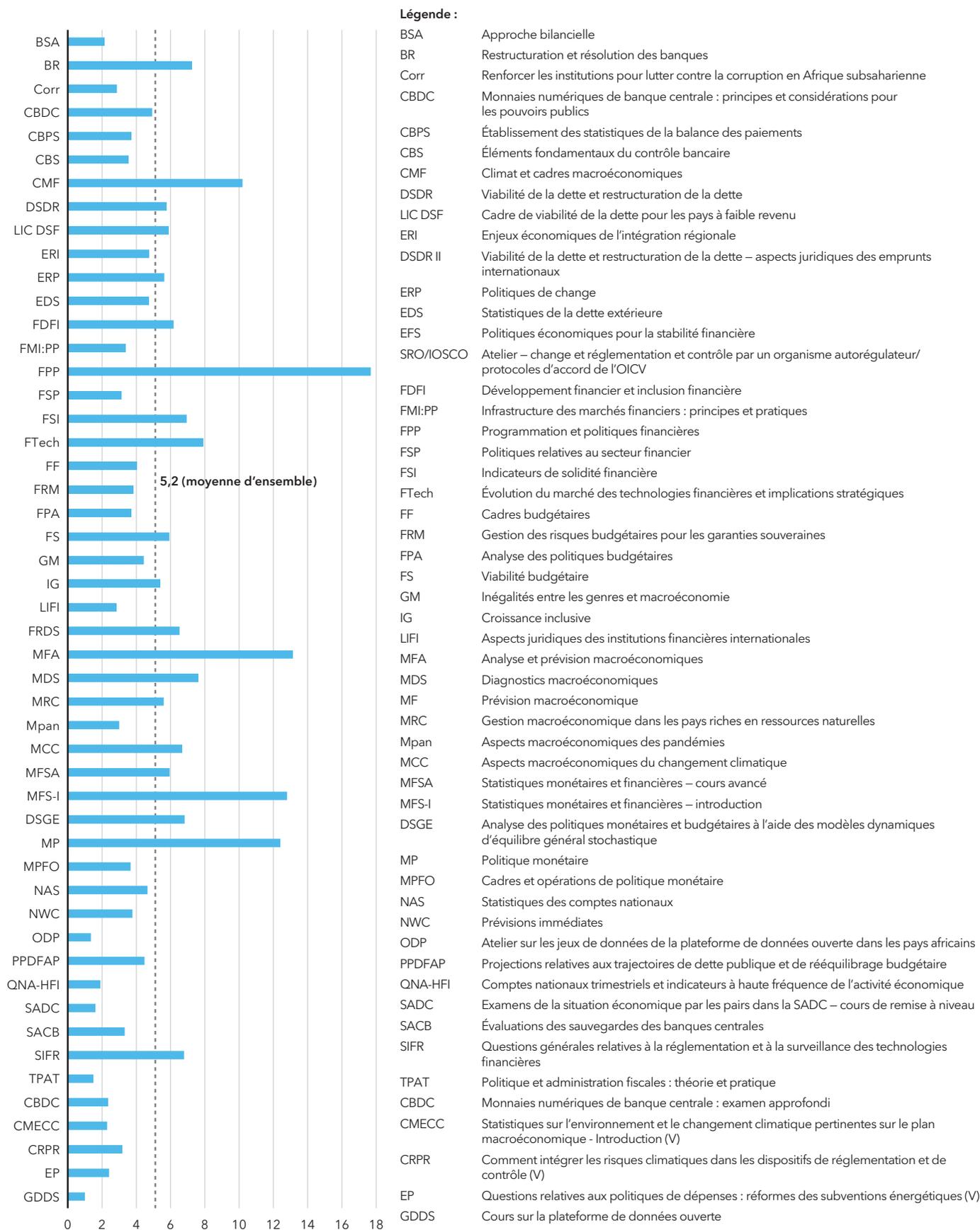
**TABEAU 4 DU TEXTE. COURS DISPENSÉS À L'IFA DURANT LES EXERCICES 2022-25**

Département	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2025 (prévus)			
				Total	En personne	À distance	Mixte
ICD	22	19	20	17	11 <sup>1</sup>	3	3
AFR	1	1	1	1	1	0	0
FAD	3	3	3	2	1	1	0
LEG	3	2	2	2	2	0	0
STA	6	8	9	5	3	0	2
MCM	6	6	6	4	2	1	1
FIN	1	1	1	1	1	0	0
SPR	2	1	1	1	1	0	0
RES	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>44</b>	<b>41</b>	<b>43</b>	<b>33</b>	<b>22</b>	<b>5</b>	<b>6</b>

Source : services de l'IFA.

<sup>1</sup> Dont un cours dispensé au niveau régional.

## GRAPHIQUE 8. RATIO CANDIDATS/PARTICIPANTS AUX COURS DE L'IFA, EXERCICES 2023-24



Source : services de l'IFA.

Le ratio est plus faible pour les cours pour lesquels la participation procède d'une invitation et non pas d'une nomination.

CRAT en Afrique subsaharienne – autre indicateur important de la demande ou des priorités dans les pays membres. Le programme a également tenu compte des priorités institutionnelles recensées dans l'examen exhaustif de la surveillance du FMI et la note de stratégie régionale du département Afrique pour le développement des capacités durant les exercices 2025-27, ainsi que des priorités synthétisées dans la dernière édition des *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne*<sup>5</sup>. Pour le reste de la phase III, les recommandations issues de l'évaluation thématique extérieure à mi-parcours de 2023, les observations formulées par les participants lors de la conférence organisée pour les 10 ans de l'IFA, et les conclusions de la récente revue de la stratégie de développement des capacités pour 2024 continueront de déterminer le contenu du programme de travail.

**Les cours de l'Institut pour le développement des capacités forment le gros du programme de formation de l'IFA, près des deux tiers de l'ensemble des cours dispensés depuis dix ans.** La part des cours de l'Institut pour le développement des capacités dans le programme de travail pour l'exercice 2025 (54 %) est conforme à la répartition des années précédentes. Les formations de l'Institut pour le développement des capacités porteront principalement sur les questions budgétaires, les enjeux du changement climatique et de la croissance inclusive, avec notamment un cours sur *les inégalités entre les genres et la macroéconomie* et un cours sur *les aspects macroéconomiques du changement climatique*. L'Institut pour le développement des capacités proposera également trois cours relativement nouveaux, qui ont été bien perçus et suscitent une forte demande. Deux de ces cours relèvent des politiques relatives au secteur financier (*Monnaies numériques de*

*banque centrale, Développement des marchés des technologies financières et conséquences réglementaires*) et le troisième traite des méthodes quantitatives (*Prévisions immédiates*).

**Avec l'Institut pour le développement des capacités, le département des statistiques a dispensé la plupart des cours financés par des sources autres que l'IFA, principalement par l'intermédiaire d'autres organes de financement multi-donateurs.** Le fonds « Donner pour décider » (D4D) est une source de financement essentielle pour les activités de développement des capacités du département des statistiques (*Fonds D4D*). Le département des statistiques dispensera plusieurs cours durant l'exercice 2025 : *Statistiques de finances publiques, Commerce international des services et statistiques du commerce numérique, Enquête sur l'accès aux services financiers, Tableaux des ressources et des emplois, et Tableaux entrées-sorties*. De plus, le programme de travail réserve un créneau disponible pour le cours organisé conjointement par la BAfD et de département des statistiques sur *la plateforme de données ouvertes*.

Durant l'exercice 2025, le volume des cours du **département des marchés monétaires et de capitaux** correspondra à la moyenne des trois dernières années, au-dessus de la moyenne historique. Le département des marchés monétaires et de capitaux proposera quatre cours sur les questions liées à la politique monétaire et au secteur financier : *Principaux enjeux de la réglementation et de la surveillance des technologies financières, Intégration du risque climatique dans le cadre de réglementation et de supervision, et Cadres et opérations de politique monétaire*.

Le **département juridique** poursuivra sa collaboration avec d'autres départements en proposant un cours sur *la viabilité de la dette et les restructurations*. De plus, il a obtenu le concours

de l'UE et de l'Agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ) pour le financement de deux cours régionaux, qui seront dispensés au Kenya et en Éthiopie : *Actifs virtuels/Prestataires de services d'actifs virtuels* et *Approches juridiques, organisationnelles et stratégiques dans la lutte contre la corruption*.

Les cours du **département des finances publiques** traiteront de la gouvernance et de la lutte contre la corruption (*Renforcer les institutions pour lutter contre la corruption en Afrique, avec le concours du département juridique*), et de la mobilisation des recettes intérieures (*Politique et administration fiscales : théorie et pratique*).

**Le département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation (SPR), le département financier (FIN) et le département Afrique (AFR)** dispenseront chacun un cours à l'IFA. Trois cours présentent les bases analytiques et conceptuelles à l'appui des activités de développement des capacités, de surveillance et de prêt du FMI en Afrique subsaharienne et de l'intégration régionale : *Cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu (SPR), Évaluation des dispositifs de sauvegarde des banques centrales (FIN) et le Cours de remise à niveau sur la surveillance pour la SADC (AFR)*.

**Fort du succès de sa stratégie de développement des capacités en matière de changement climatique, l'IFA approfondit ses activités auprès de ses pays membres dans ce domaine.** Au cours de l'exercice 2024, plus de 150 fonctionnaires ont assisté en personne au cours phare de l'IFA sur *les aspects macroéconomiques du changement climatique* et à des ateliers sur *le changement climatique et les politiques macrofinancières*, organisés à Johannesburg, Abidjan et Abuja. Dans le cadre du programme étendu de l'IFA, les fonctionnaires ayant participé à des formations en lien avec le changement climatique ont également été invités à

<sup>5</sup> Voir *Afrique subsaharienne* (imf.org).

**TABLEAU 6. IFA – PROGRAMME DES COURS ENVISAGÉS POUR L'EXERCICE 2025**

Cours	Dates envisagées	Langue	En personne/ À distance
<b>Institut pour le développement des capacités (ICD)</b>			
Aspects économiques de l'intégration régionale	6-17 mai 2024	A/F/P	À distance
Monnaies numériques de banque centrale (MNBC)	27-31 mai 2024	A/F/P	En personne
Aspects macroéconomiques du changement climatique (MCC)	3-14 juin 2024	A/F/P	En personne
Programmation et politiques financières	3-14 juin 2024	A/F/P	En personne
Analyse des politiques budgétaires (FPA)	22 juil.-2 août 2024	A/F/P	En personne
Diagnostics macroéconomiques	12-23 août 2024	A/F/P	Régional
Croissance inclusive	16-27 sept. 2024	A/F/P	En personne
Gestion des mouvements de capitaux	16-27 sept. 2024	A/F/P	À distance
Développement du marché des technologies financières et conséquences réglementaires	14-18 oct. 2024	A/F/P	En personne
Prévisions immédiates (NWC)	21 oct.-1 <sup>er</sup> nov. 2024	A/F/P	En personne
Inégalités entre les genres et macroéconomie	27-31 janv. 2025	A/F/P	À distance
Cadres budgétaires	27 janv.-7 févr. 2025	A/F/P	En personne
Politique monétaire	27 janv.-28 mars 2025	A/F/P	Mixte – à distance
Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	3-14 mars 2025	A/F/P	En personne
Viabilité budgétaire	3-14 mars 2025	A/F/P	En personne
Surveillance du secteur financier	17-21 mars 2025	A/F/P	À distance
Développement financier et inclusion financière	7-18 avril 2025	A/F/P	Mixte – en personne
<b>Département Afrique (AFR), département financier (FIN) et département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation (SPR)</b>			
Cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu (SPR)	18-22 nov. 2024	F	En personne
Créneau disponible : cours de remise à niveau annuel sur la surveillance au sein de la SADC (AFR)	18-29 nov. 2024	A/F/P	Régional
Évaluation des dispositifs de sauvegarde des banques centrales (FIN) (SACB)	31 mars-4 avril 2025	A/F/P	En personne
<b>Département des finances publiques (FAD)</b>			
Renforcer les institutions pour lutter contre la corruption en Afrique	3-7 juin 2024	A/F/P	À distance
Politique et administration fiscales : théorie et pratique	9-13 déc. 2024	A/F/P	En personne
<b>Département juridique (LEG)</b>			
Viabilité de la dette et restructuration	À déterminer	A/F/P	En personne
Événement consacré à la LBC/FT (Addis Abeba)	À déterminer	A	En personne
<b>Département des statistiques (STA)</b>			
Statistiques des finances publiques	10-28 juin 2024	A/F	Mixte – en personne
Commerce international des services et statistiques du commerce numérique	15-19 juil. 2024	A/F	Mixte – en personne
Atelier sur les tableaux des ressources et des emplois et les tableaux d'entrées-sorties	5-14 août 2024	A/F	En personne

**TABLEAU 6. IFA - PROGRAMME DES COURS ENVISAGÉS POUR L'EXERCICE 2025 (SUITE)**

Cours	Dates envisagées	Langue	En personne/ À distance
Enquête sur l'accès aux services financiers	9-13 déc. 2024	A/F/P	En personne
Créneau disponible : Plate-forme de données ouvertes	À déterminer	A/F/P	En personne
<b>Département des marchés monétaires et de capitaux (MCM)</b>			
Principaux enjeux de la réglementation et de la surveillance des technologies financières	11-15 nov. 2024	A/F/P	En personne
Éléments fondamentaux du contrôle bancaire	13-24 janv. 2025	A/F/P	Mixte – en personne
Opérations et cadres de la politique monétaire	3-7 févr. 2025	A/F/P	En personne
Intégration des risques climatiques dans les dispositifs de réglementation et de contrôle	10-14 févr. 2024	A/F/P	À distance

Source : services de l'IFA.

suivre en février le cours inaugural sur *l'intégration des questions climatiques dans les cadres macroéconomiques*, à l'occasion duquel ils ont reçu une formation pratique sur les outils mis au point par le FMI dans le domaine du changement climatique. De plus, des activités de sensibilisation se sont déroulées avec le concours des représentants de différents États et organisations du système des Nations Unies. Pour l'exercice 2025, l'IFA prévoit de poursuivre les programmes

existants et d'organiser des événements supplémentaires, dont un *atelier sur l'action publique et les risques climatiques* (en collaboration avec AFRITAC Sud), ainsi que des activités entre pairs visant à examiner les initiatives en cours dans la région dans le domaine du changement climatique. L'activité entre pairs sur le *changement climatique et la politique monétaire* se penchera sur la question de savoir comment les banques centrales intègrent les risques climatiques dans la

conception de la politique monétaire. Une autre activité entre pairs sur *le changement climatique et les lois et réglementations bancaires* sera l'occasion de se demander comment actualiser les cadres juridiques pour permettre aux banques centrales de mettre en œuvre des politiques et des opérations en faveur du climat. L'IFA prévoit également plusieurs séminaires en ligne sur de nouveaux enjeux liés au changement climatique.

# SÉMINAIRES EN LIGNE ET APPRENTISSAGE PAR LES PAIRS

L'IFA continuera à tirer parti des technologies de communication à distance pour organiser des séminaires en ligne et des activités de sensibilisation et d'apprentissage par les pairs. Ces activités hors cours (voir tableau 7) constituent un moyen efficace pour l'IFA de diversifier les formats de ses activités de développement des capacités, de mobiliser un public plus nombreux sur des thèmes spécifiques, de jauger la demande pour de futures formations, de compléter les formations et l'assistance technique et de contribuer à leur prestation, ainsi que de bénéficier des compétences d'experts et d'universitaires mondialement réputés, qui ne peuvent pas toujours se rendre à l'IFA ou se rendre disponibles pour des périodes prolongées.

Lors de l'exercice 2025, l'IFA prévoit d'organiser 33 activités de développement des capacités hors cours. La nette augmentation du nombre de séminaires en ligne, qui est passé de six au cours de l'exercice 2024 à 19 pour l'exercice 2025 (voir tableau 5 du texte) est essentiellement le fait des séries consacrées aux questions liées au changement climatique et à l'égalité entre les genres. Il y aura en outre trois activités entre pairs, deux ateliers et neuf activités de sensibilisation.

**TABLEAU 5 DU TEXTE. ÉVÉNEMENTS HORS COURS ORGANISÉS PAR L'IFA AU COURS DES EXERCICES 2022-25**

Département	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2025
ICD	7 <sup>1</sup>	3	6	10
AFR	10	10	9	7
FAD	1	2	1	1
LEG	0	3	0	3
STA	2	1	0	5
MCM	3	1	0	3
FIN	0	0	0	0
SPR	0	1	1	3
RES	2	2	2	1
Autres	-	-	3 <sup>2</sup>	-
<b>Total</b>	<b>25</b>	<b>23</b>	<b>22</b>	<b>33</b>
<i>Dont :</i>				
Séminaires en ligne	14	11	6	19
Série « Changement climatique »	-	-	3	8
Apprentissage par les pairs	6	6	5	3
Ateliers	-	-	4	2 <sup>5</sup>
Conférences	-	-	1 <sup>3</sup>	-
Activités de sensibilisation	5	5	6 <sup>4</sup>	9 <sup>6</sup>

Source : services de l'IFA.

<sup>1</sup> Un atelier et une conférence de haut niveau sur la politique monétaire en Afrique subsaharienne.

<sup>2</sup> Trois ateliers régionaux sur les questions relatives au changement climatique organisés conjointement avec d'autres AFRITAC.

<sup>3</sup> Conférence des 10 ans de l'IFA.

<sup>4</sup> Dont la réunion annuelle du CO pour l'exercice 2023 et la réunion de milieu d'année du CO pour l'exercice 2024.

<sup>5</sup> Dont un séminaire à haut niveau organisé par LEG sur les cadres juridiques à l'appui des politiques de lutte contre le changement climatique.

<sup>6</sup> Dont la réunion annuelle du CO pour l'exercice 2024 et la réunion de milieu d'année du CO pour l'exercice 2025.

**TABLEAU 7. ÉVÉNEMENTS HORS COURS ORGANISÉS PAR L'IFA DURANT L'EXERCICE 2025**

Département	Activité	Dates
Institut pour le développement des capacités (ICD)	Réunion du comité d'orientation de l'IFA pour l'exercice 2024	12 juil. 2024
	Réunion de milieu d'année du comité d'orientation de l'IFA pour l'exercice 2025	À déterminer
	Changement climatique et risques macroéconomiques (BCEAO) (séminaire en ligne)	20 juin 2024
	Série « Changement climatique » : changement climatique et secteur financier (séminaire en ligne)	25 juin 2024
	Série « Changement climatique » : changement climatique et risques budgétaires (séminaire en ligne)	18 sept. 2024
	Série « Changement climatique » : changement climatique et politique monétaire (séminaire en ligne)	22 oct. 2024
	Changement climatique et politique monétaire – Banque centrale d'Ouganda (apprentissage par les pairs)	4 nov. 2024
	Série « Changement climatique » : évaluation du financement de l'action climatique (séminaire en ligne)	6 nov. 2024
	Série « Changement climatique » : mesurer les risques climatiques (séminaire en ligne)	À déterminer
Département Afrique (AFR)	Activité de sensibilisation consacrée à l'édition du printemps 2024 des PER	13 juin 2024
	Activité de sensibilisation consacrée à l'édition du printemps 2024 des PEM	13 juin 2024
	Séminaires de recherche entre pairs : inflation et politique monétaire	27 juin 2024
	Aspects macroéconomiques de la crise de la sécurité	20 sept. 2024
	Séminaires de recherche entre pairs : politique budgétaire	1 <sup>er</sup> oct. 2024
	Activité de sensibilisation consacrée à l'édition d'automne des PEM	12 nov. 2024
	Séminaires de recherche entre pairs : secteur financier	3 déc. 2024
Département des études (RES)	Édition d'automne 2023 des PEM	12 nov. 2024
Département des finances publiques (FAD)	Activité de sensibilisation consacrée à l'édition d'automne du Moniteur des finances publiques	19 nov. 2024
Département des marchés monétaires et de capitaux (MCM)	Rapport sur la stabilité financière dans le monde – chapitre 3	10 juin 2024
	Séminaire en ligne sur le financement de l'action climatique – BCEAO	3 sept. 2024
	Activité de sensibilisation consacrée à l'édition d'automne du Rapport sur la stabilité financière dans le monde	19 nov. 2024
Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation (SPR)	Série « Égalité entre les genres »	7 nov. 2024
	Série « Égalité entre les genres »	30 janv. 2025
	Événement consacré à l'égalité entre les genres	À déterminer
Département des statistiques (STA)	Évaluation de l'adéquation des données	20 juin 2024
	Mise à jour du système de comptabilité nationale	À déterminer
	Enseignements en matière de renforcement des capacités pour les statistiques de finances publiques et de statistiques de comptabilité nationale en Afrique	À déterminer
	Effets de la dématérialisation des statistiques financières	À déterminer
	Surveiller les facteurs de vulnérabilités du secteur financier grâce à des mesures de concentration et de distribution	À déterminer
Département juridique (LEG)	Séminaire en ligne sur les obstacles juridiques à l'inclusion financière des femmes	12 sept. 2024
	Créneau disponible : cadres juridiques à l'appui des politiques de lutte contre le changement climatique	À déterminer
	Les MNBC et l'inclusion financière des femmes (séminaire en ligne)	À déterminer
Autres	Séminaire en ligne sur les obstacles juridiques à l'inclusion financière des femmes	À déterminer

Source : services de l'IFA.

**Le département Afrique et l'Institut de développement des capacités continueront de s'impliquer pleinement dans les activités de développement des capacités autres que des cours organisés par l'IFA.** Le département Afrique a prévu deux séances de sensibilisation sur les éditions de printemps et d'automne des PER sur l'Afrique subsaharienne, à l'occasion desquelles des membres de son groupe consultatif de recherche interviendront dans des activités entre pairs, et l'Institut pour le

développement des capacités prêtera son appui aux réunions du CO de l'IFA.

**Le département des statistiques jouera lui aussi un rôle important dans l'organisation d'événements hors cours pendant l'exercice 2025.** Il proposera cinq séminaires en ligne sur différents thèmes : évaluations de l'adéquation des données, renforcement des capacités en matière de statistiques de finances publiques et suivi des facteurs de vulnérabilité du secteur financier.

**Les départements des études, des finances publiques et des marchés monétaires et de capitaux organiseront des activités de sensibilisation pour diffuser leurs derniers travaux et offrir des conseils aux pays membres d'Afrique subsaharienne.** Ces activités couvriront les chapitres conjoncturels et analytiques des publications phare du FMI (*Perspectives de l'économie mondiale*, Rapport sur la stabilité financière dans le monde et Moniteur des finances publiques).

## C

COLLABORATION AVEC  
LES AFRITAC ET D'AUTRES  
PARTENAIRES DE FORMATION

**L'IFA poursuivra ses efforts en vue d'une collaboration avec les AFRITAC et d'autres partenaires de formation, au sein et à l'extérieur du FMI.** Il continuera de chercher des occasions de collaborer avec l'Institut multilatéral de Vienne (JVI), le Centre d'études économiques et financières pour le Moyen-Orient (CEF), l'Institut de formation de Singapour (STI), le SARTTAC et d'autres centres régionaux de formation du FMI. Au cours de l'exercice 2025, l'IFA, le METAC et le SARTTAC organiseront conjointement des séminaires en ligne consacrés à plusieurs chapitres d'un ouvrage portant sur *l'égalité femmes-hommes et le développement économique en Afrique subsaharienne*, fruit d'une collaboration entre le FMI, la Banque mondiale et ONU Femmes, entre autres institutions.

**L'IFA continuera également de coopérer étroitement avec AFRITAC Sud et à travailler avec l'UE, GIZ, JICA, la SARB, la BAfD, la Banque mondiale et l'ONU à des activités de développement des capacités.** De la même manière, l'IFA contribuera aux programmes de formation d'AFRITAC Sud, comme ceux consacrés à *l'intégration du changement climatique dans les cadres macroéconomiques et aux aspects macroéconomiques des inégalités entre les genres*, et participera à des cours de l'Institut pour le développement des capacités dispensés dans d'autres AFRITAC. Ainsi, le cours sur les *diagnostics macroéconomiques* sera dispensé au Ghana en août 2024, en collaboration avec AFRITAC Ouest 2.

**Les installations d'enseignement à distance et les locaux de l'IFA seront mis à la disposition d'organismes de formation partenaires du FMI, afin de mieux intégrer la formation à l'assistance technique.** Le tableau 7 recense les cours, séminaires et ateliers qui seront organisés par divers partenaires grâce aux installations ou dans les locaux de l'IFA. Par exemple, en juin 2024, l'IFA mettra à disposition ses installations et son appui informatique pour un atelier d'AFRITAC Sud sur les cryptoactifs, et soutiendra pleinement, en mai 2024, l'organisation d'un atelier du ministère des Services Financiers et de la Bonne Gouvernance de Maurice pour le groupe de lutte contre le blanchiment des capitaux en Afrique orientale et australe.

**TABLEAU 8. UTILISATION DES LOCAUX DE L'IFA PAR PARTENAIRE, EXERCICE 2025**

Intitulé du cours	Partenaire	Dates	Langues <sup>1</sup>
Principaux risques et nouveaux risques	AFS/MCM	6-10 mai 2024	A/F/P
Activité de sensibilisation sur les cryptoactifs	AFS/AFE/AFW2/MCM	5-7 juin 2024	A
Réglementation et surveillance en matière de cybersécurité	AFS/MCM/AFW2	8-17 juil. 2024	A
Analyse « miroir » des données	AFS/FAD	16-20 sept. 2024	A/F/P
Contrôles et gestion des arriérés de dépense	AFS	7-11 oct. 2024	A/F
Statistiques des finances publiques et de la dette publique	AFS	7-18 oct. 2024	A/F/P
Gestion des risques budgétaires et viabilité des finances publiques	FAD/AFS/AFE	14-18 oct. 2024	A
Inégalités entre les genres et macroéconomie	AFS	4-8 nov. 2024	A/F/P
Gestion des risques budgétaires, pays lusophones ou francophones (2 <sup>e</sup> édition)	AFS/FAD	4-8 nov. 2024	A/F/P
Gestion de la dette et de la trésorerie	AFS/FAD/MCM	24-28 mars 2025	A/F/P
Modernisation des systèmes de paiement	AFS	21-25 avril 2025	A/F/P

Source : services d'AFRITAC Sud.

<sup>1</sup> La mention A/F/P désigne des cours dispensés en anglais avec interprétation vers le français et le portugais.



**SECTION III**

COLLECTE DE  
FONDS ET BUDGET

# FINANCEMENT ET BUDGET

L'exercice 2024 a marqué la dernière année complète de la phase II (exercices 2020-24) ; en mai 2024, l'IFA est passé à la phase III de ses activités (exercices 2024-29). À la fin de la phase II, l'IFA avait signé des accords pour un montant total de 29,1 millions de dollars en financement extérieur fournis par son pays hôte, certains de ses pays membres et des partenaires pour le développement, dont 28,1 millions de dollars ont été décaissés. Au cours de l'exercice 2024, l'UE a apporté une première contribution historique de 4,3 millions de dollars dans le cadre d'un accord de financement global avec les centres régionaux de développement des capacités en Afrique subsaharienne. L'IFA a également conclu des accords avec Eswatini et les Seychelles, ce qui lui a permis d'augmenter sa capacité opérationnelle. Les dépenses de l'exercice 2024, y compris via le budget du FMI, se sont élevées à 7,7 millions de dollars, ce qui représente un taux d'exécution du budget de 73 % par rapport au budget de travail de 10,5 millions de dollars. Les dépenses cumulées pour la phase II se sont élevées à 26,8 millions de dollars, et le solde restant en avril 2024 a permis de couvrir une partie des coûts pour l'exercice 2025.

Le CO a approuvé une nouvelle extension de trois mois de la phase II jusqu'en octobre 2024, faisant suite à l'extension initiale approuvée lors de sa réunion de milieu d'année en avril 2024. On s'attend à ce que les ressources disponibles couvrent les dépenses administratives, y compris une partie importante des coûts de mise à niveau des équipements audiovisuels, tandis que les fonds de la phase III financeront les coûts directement liés à la prestation de services de l'IFA. L'IFA évaluera l'opportunité d'une dernière extension d'ici octobre 2024.

La collecte de fonds pour la phase III constitue une priorité impérieuse, l'objectif étant d'obtenir 38,9 millions de dollars de financements extérieurs<sup>6</sup>. Maurice, pays hôte, s'est généreusement engagé à doubler sa contribution à 16 millions de dollars et à hâter ses décaissements pour réduire les contraintes de liquidité au début de la phase III. Six pays (Cabo Verde, le Ghana, le Kenya, Madagascar, l'Afrique du Sud et l'Ouganda<sup>7</sup>) ont signé des accords portant sur des promesses de contributions allant de 150 000 à 500 000 dollars. Au 30 avril 2024, l'IFA avait mobilisé 21,3 millions de dollars, ce qui laisse un écart de financement

de 17,7 millions de dollars, soit 45 % du budget pour la phase III.

Pour combler cet écart, l'IFA redouble d'efforts pour diversifier et élargir sa base de donateurs. La bonne mise en œuvre du programme de travail de l'IFA dépend d'un soutien financier pérenne de la part de ses pays membres et de ses partenaires pour le développement. Le budget de travail pour l'exercice 2025, y compris via le budget du FMI (voir tableau 9), est estimé à 6,6 millions de dollars, ou 8,6 millions de dollars si on y ajoute le solde restant de la phase II. L'augmentation progressive du volume de prestation de services de l'IFA dépend des ressources disponibles et des progrès dans la collecte de fonds. L'IFA continuera d'envisager toutes les pistes de financement, y compris les sources issues d'autres organismes de financement (par exemple, fonds D4D, facilité de gestion de la dette), en étroite coopération avec d'autres départements du FMI. Le partenariat FMI-JICA illustre la capacité de l'IFA à répondre à une demande croissante de formations, en particulier dans les domaines comme la dette et la viabilité budgétaire.

<sup>6</sup> Le chiffre définitif sera publié en même temps que le document de programme pour la phase III.

<sup>7</sup> Les accords avec Madagascar et Cabo Verde ont été signés en mai et en juin 2024, respectivement.

**TABLEAU 9. CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES À LA PHASE II DE L'IFA, AU 30 AVRIL 2024**
*(En millions de dollars)*

Informations relatives aux accords/amendements					Contribution reçue		Contribution attendue (dollars)	
Partenaires/Membres	Date de signature <sup>1</sup>	Devise	Montant	Dollar	Devise de l'accord	Dollar	Demandée	Contributions futures <sup>2</sup>
<b>Partenaires</b>				13,2		13,2	-	-
Chine	13/07/2018	USD	3,3	3,3	3,3	3,3	-	-
Commission européenne	22/05/2023	USD	4,3	4,3	4,3	4,3	-	-
Allemagne	22/04/2019	EUR	5,0	5,6	5,0	5,6	-	-
<b>Membres</b>				4,5		3,5	0,8	0,1
Bénin	14/03/2023	USD	0,3	0,3	0,1	0,1	0,2	-
République démocratique du Congo	04/10/2022	USD	0,3	0,3	0,3	0,3	-	-
Eswatini	17/08/2023	USD	0,2	0,2	0,2	0,2	-	-
Ghana	17/08/2022	USD	0,2	0,2	0,2	0,2	-	-
Guinée	28/08/2019	USD	0,2	0,2	-	-	0,2	-
Kenya	07/02/2023	USD	0,5	0,5	0,5	0,5	-	-
Madagascar	22/08/2022	USD	0,2	0,2	0,2	0,2	-	-
Malawi	31/05/2019	USD	0,2	0,2	0,0	0,0	-	0,1
Mozambique	15/12/2022	USD	0,3	0,3	0,3	0,3	-	-
Nigéria	29/10/2019	USD	0,5	0,5	0,5	0,5	-	-
Sénégal	13/12/2022	USD	0,3	0,3	-	-	0,3	-
Seychelles	29/08/2023	USD	0,5	0,5	0,5	0,5	-	-
Sierra Leone	06/03/2019	USD	0,1	0,1	-	-	0,1	-
Afrique du Sud	23/04/2020	USD	0,5	0,5	0,5	0,5	-	-
Togo	10/11/2022	USD	0,2	0,2	-	-	0,2	-
Zambie	14/06/2022	USD	0,3	0,3	0,3	0,3	-	-
Zimbabwe	31/05/2019	USD	0,2	0,2	0,2	0,2	-	-
<b>Total partenaires et membres</b>				17,7		16,7	0,8	0,1
<b>Transferts intérieurs<sup>3</sup></b>								
Chine				2,6	-	2,6	-	-
Initiative COVID-19				0,6	-	0,6	-	-
Banque européenne d'investissement				0,2	-	0,2	-	-
Maurice				0,0	-	0,0	-	-
<b>Total des transferts intérieurs</b>				3,4		3,4	-	-
<b>Pays hôte et FMI</b>								
<b>Pays hôte</b>								
Espèces		USD	8,0	8,0		8,0	-	-

**TABLEAU 9. (SUITE) CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES À LA PHASE II DE L'IFA, AU 30 AVRIL 2024**

Informations relatives aux accords/amendements					Contribution reçue		Contribution attendue (dollars)	
Partenaires/Membres	Date de signature <sup>1/</sup>	Devise	Montant	Dollar	Devise de l'accord	Dollar	Demandée	Contributions futures <sup>2/</sup>
En nature				-				
FMI				1,0				
Total pays d'accueil et FMI				9,0				
Total général				30,1		28,1	0,8	0,1

Source : ICDGP.

<sup>1/</sup> Également accords en cours de négociations, et date d'approbation des accords de partenariats pour le développement des capacités (accords souples/cadres par exemple).

<sup>2/</sup> Lorsque les versements ont été effectués, le montant des contributions à venir est nul.

<sup>3/</sup> Transferts d'une phase à l'autre du programme (par exemple lorsque des fonds sont reconduits d'une phase à l'autre).

**TABLEAU 10. CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES À LA PHASE III DE L'IFA, AU 30 AVRIL 2024**

(En millions de dollars)

Informations relatives aux accords/amendements					Contribution reçue		Contribution attendue (dollars)	
Partenaires/Membres	Date de signature <sup>1/</sup>	Devise	Montant	Dollar	Devise de l'accord	Dollar	Attendue	Contributions futures <sup>2/</sup>
Membres <sup>3/</sup>				1,8		0,4	0,2	1,2
Ghana	04/09/2024	USD	0,5	0,5	-	-	0,1	0,4
Kenya	14/03/2024	USD	0,5	0,5	-	-	0,1	0,4
Afrique du Sud	12/03/2024	USD	0,5	0,5	0,1	0,1	-	0,4
Ouganda	08/09/2023	USD	0,3	0,3	0,3	0,3	-	-
Total partenaires et membres				1,8		0,4	0,2	1,2
En cours de négociation								
Chine		USD	3,5	3,5				
Total en cours de négociation				3,5				
Pays hôte et FMI								
Pays hôte								
Espèces		USD	16,0	16,0		3,2	-	12,8
En nature				-				
FMI				-				
Total pays hôte et FMI				16,0				
Total général				21,3		3,6	0,2	14,0
Budget du programme indicatif				38,9				
				(17,7)				

Source : ICDGP.

<sup>1/</sup> Également accords en cours de négociations, et date d'approbation des accords de partenariats pour le développement des capacités (accords souples/cadres par exemple).

<sup>2/</sup> Lorsque les versements ont été effectués, le montant des contributions à venir est nul.

<sup>3/</sup> Un accord portant sur un montant de 150 000 dollars a été signé avec Madagascar en mai 2024, et un autre, portant sur 200 000 dollars, a été signé avec Cabo Verde en juin 2024.

**TABLEAU 11. PROJECTIONS BUDGÉTAIRES DE L'IFA AU 30 AVRIL 2024***(En milliers de dollars)*

Projet	Phases			Exercice 2024			Budget de fonctionnement pour l'exercice 2025 <sup>1/</sup>	
	Budget-programme	Budget de fonctionnement	Charges	Budget de fonctionnement	Charges	Taux d'exécution (%)	Phase II	Phase III
Projet administratif <sup>2/</sup>	-	-	-	-	-	-	1 032	1 001
Formations sur mesure	1 596	100	25	75	-	-	-	-
Projet de formation <sup>3/</sup>	29 651	28 428	23 983	9 349	6 773	72 %	838	4 785
Gouvernance et évaluation (conseiller RBM/appui technique compris)	385	71	65	56	51	91 %	-	18
Sous-total	31 631	28 599	24 073	9 480	6 824	72 %	1 869	5 804
Gestion de fonds fiduciaires	2 214	2 002	1 685	664	478		131	406
<b>Total</b>	<b>33 845</b>	<b>30 601</b>	<b>25 759</b>	<b>10 143</b>	<b>7 301</b>	<b>72 %</b>	<b>2 000</b>	<b>6 210</b>
Dépenses FMI	997	997	1 064	326	355	109 %	-	367
<b>Total</b>	<b>34 842</b>	<b>31 598</b>	<b>26 823</b>	<b>10 470</b>	<b>7 657</b>	<b>73 %</b>	<b>2 000</b>	<b>6 577</b>

<sup>1/</sup> Les budgets des exercices à venir sont donnés à titre indicatif.<sup>2/</sup> Pour tenir compte des observations qui ont été formulées dans ce domaine, l'IFA a établi un programme de financement distinct pour la phase III aux fins du suivi des dépenses de fonctionnement, s'agissant notamment des salaires versés au personnel recruté localement, du loyer, de l'eau et de l'électricité, de la mise à niveau de l'équipement audiovisuel, entre autres coûts administratifs. Le budget proposé pour les postes qui remplissent ces critères pour la phase II, couvrant la période allant de mai à octobre 2024, figure dans la même ligne pour permettre la comparaison.<sup>3/</sup> Y compris coûts de personnel des conseillers résidents, considérés comme faisant parti des dépenses associées aux prestations.

# RÉUNION DU COMITÉ D'ORIENTATION POUR L'EXERCICE 2024



## **IMF | AFRICA TRAINING INSTITUTE** **11<sup>TH</sup> STEERING COMMITTEE MEETING** FRIDAY, JULY 12, 2024 | DAR ES SALAAM, TANZANIA



**La 11<sup>e</sup> réunion annuelle du CO de l'IFA s'est tenue en Tanzanie, à Dar es Salaam, le 12 juillet 2024, sous la présidence de M. Albert Mwenda, directeur général du Budget, des Finances publiques et de l'Économie de la République du Kenya.** La réunion a été suivie par 103 fonctionnaires (à distance et en personne) et 26 pays membres et représentants des partenaires contributeurs. Les pays membres ont vivement apprécié les résultats de l'IFA au cours de l'exercice 2024 et ont approuvé son programme de travail pour l'exercice 2025, une extension supplémentaire de trois mois de la phase II jusqu'en octobre 2024, ainsi que la mise à jour des procédures opérationnelles de sa gouvernance.

**Le CO a contribué à la stratégie de la phase III.** Les débats ont porté sur la revue de la stratégie de développement des capacités, récemment adoptée, laquelle contribuera également à éclairer la stratégie de l'IFA pour la phase III. Les discussions ont porté sur la manière dont le modèle éprouvé des centres régionaux de développement des capacités du FMI pourrait être encore amélioré, ainsi que sur les possibilités de renforcer le programme et les modalités de la formation extérieure. Les pays membres ont continué à exprimer une forte demande dans tous les domaines de travail, ce qui suppose de trouver des ressources supplémentaires et de continuer à innover sur le plan de la mise en œuvre. Le CO a également noté que la modernisation des locaux de l'IFA

était indispensable pour assurer aux participants aux formations les meilleures conditions d'apprentissage.

**Le CO a salué les efforts déployés par les pays membres contributeurs et les partenaires pour le développement.**

Les membres du CO ont pris note des contraintes financières qui pèsent actuellement sur les activités de l'IFA et des risques de réduction de l'offre de formation alors même que la région traverse une période critique. Le CO a donné son appui à une approche multidimensionnelle de la collecte de fonds qui suppose de diversifier et d'élargir le vivier des donateurs, de tirer parti d'autres initiatives internationales dans le domaine du développement des capacités, et d'obtenir une hausse des contributions des pays membres.



# APPENDICES

## APPENDICE I. PERSONNEL DE L'IFA



DIRECTEUR

**Sukhwinder Singh**



CONSEILLER RÉSIDENT

**Vimal Thakoor**



CONSEILLER RÉSIDENT

**Nicolas Aragon**



CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

**Kanand Gooly**



RESPONSABLE DE PROGRAMME

**Anna Joorun-Somna**



RESPONSABLE DE PROGRAMME

**Sandhya Rughoo**



RESPONSABLE DE PROGRAMME

**Mokshada Raumnauth**



RESPONSABLE INFORMATIQUE

**Ishfaaq Rugid**



INTERPRÈTE

**Ramarajen Sawmy**



INTERPRÈTE

**Dagmawi Asrat**



DIRECTEUR ADJOINT

**Andrea Salerno**



CONSEILLÈRE RÉSIDENTE

**Priscilla Muthoor**



ANALYSTE ÉCONOMIQUE

**Nadeem Jeetun**



RESPONSABLE DE PROGRAMME

**Marie Wenda Francesca Morin**



RESPONSABLE DE PROGRAMME

**Diksha Ramdawa**



RESPONSABLE DE PROGRAMME

**Joshila Dhaby**



RESPONSABLE INFORMATIQUE

**Shamneez Mohamudbus**



TECHNICIEN INFORMATIQUE

**Steeve Rackin**



INTERPRÈTE

**Olivier Fléchais**



CHAUFFEUR

**Reyaz Najurally**

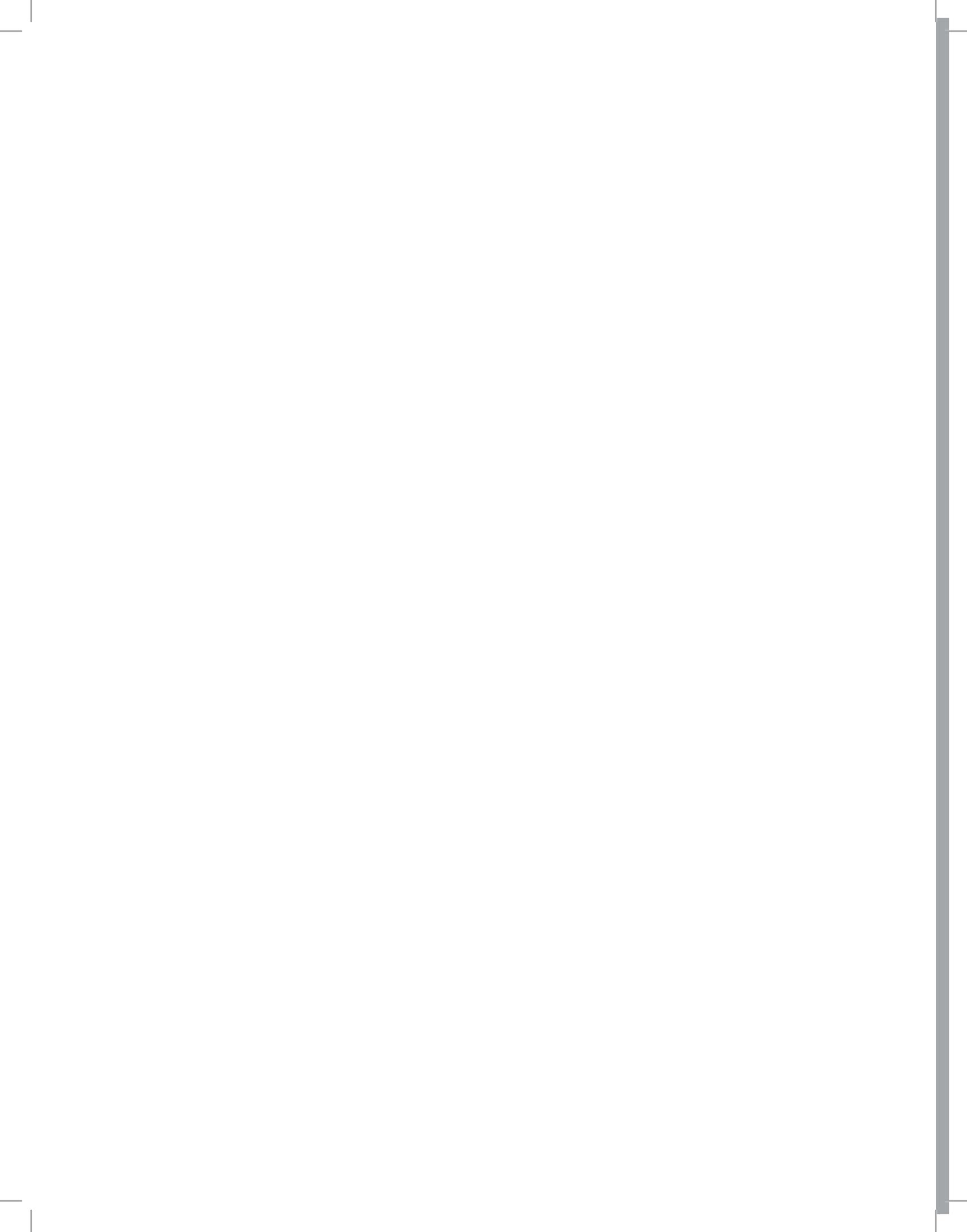
## APPENDICE II. TABLEAU DE PROGRESSION : PROGRAMME DES FORMATIONS ICD

Ce tableau répertorie les cours, classés par thème principal, dispensés dans le cadre du programme remanié de l'Institut pour le développement des capacités. Il permet aux fonctionnaires qui suivent les formations de l'Institut pour le développement des capacités de visualiser les parcours d'apprentissage disponibles pour chaque thème,

des cours d'introduction aux formations avancées. Il indique aussi les cours qu'il conviendrait de suivre dans un premier temps pour passer ensuite aux thèmes abordés aux niveaux intermédiaire et avancé. Les cours qui ne sont offerts qu'en ligne sont indiqués par un « x » dans leur abréviation. Ce tableau de progression ne s'applique qu'aux cours

dispensés par l'Institut pour le développement des capacités. Il convient de prendre contact directement avec les autres départements du FMI proposant des formations au sujet des parcours d'apprentissage proposés.

Thème	Introduction	Intermédiaire	Avancé
Politiques relatives au secteur financier	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cours en ligne : analyse du marché financier (FMAx)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Marchés et instruments financiers (FMI)</li> <li>• Développement financier et inclusion financière (FDFI)</li> <li>• Surveillance du secteur financier (FSS)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Politiques relatives au secteur financier (FSP)</li> </ul>
Politique budgétaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyse des politiques budgétaires (FPA)</li> <li>• Cours en ligne sur l'analyse de viabilité de la dette (DSAx)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cadres budgétaires (FF)</li> <li>• Viabilité budgétaire (FS)</li> </ul>	
Analyse macroéconomique générale	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programmation et politiques financières (FPP)</li> <li>• Cours en ligne : programmation et politiques financières, première partie : analyse des comptes macroéconomiques (FPP.1x)</li> <li>• Cours en ligne : programmation et politiques financières, deuxième partie : conception des programmes (FPP.2x)</li> <li>• Cours en ligne : prévision macroéconomique (MFx)</li> <li>• Cours en ligne : diagnostics macroéconomiques (MDSx)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diagnostics macroéconomiques (MDS)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyse et prévision macroéconomiques (MFA)</li> <li>• Analyse des politiques monétaires et budgétaires à l'aide des modèles dynamiques d'équilibre général stochastique (DSGE)</li> </ul>
Politiques monétaire, de change et du compte de capital		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Politique monétaire (MP)</li> <li>• Politique de change (ERP)</li> <li>• Gestion des mouvements de capitaux : analyse et politiques macroéconomiques (MCF)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyse et prévision modélisées de la politique monétaire (MPAF)</li> </ul>
Cours spécialisés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cours en ligne : réforme des subventions énergétiques (ESRx)</li> <li>• Cours en ligne : gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (MRCx)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Croissance inclusive (IG)</li> <li>• Aspects économiques de l'intégration régionale (ERI)</li> <li>• Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (MRC)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diagnostic des vulnérabilités (VDS)</li> </ul>







**Institut de formation pour l'Afrique**

7<sup>e</sup> étage, Bramer House  
66C2, Cybercity d'Ébène, Maurice  
Tél. : + (230) 401 2700  
Télec. : + (230) 468 1647  
aticom@IMF.org  
IMFATI.org

---

**INTERNATIONAL MONETARY FUND**

Institute for Capacity Development  
Global Partnerships Division  
700 19th Street, NW  
Washington, DC 20431 USA  
Tél. : + (1) 202 623 7636  
Télec. : + (1) 202 623 7106  
GlobalPartnerships@IMF.org